



**MILLENNIUM CHALLENGE  
ACCOUNT - SENEGAL**

**LTS01-S**



*Un peuple - Un but - Une foi*  
**PRIMATURE**

---

## **ACTIVITE DE SECURISATION DU FONCIER DANS LE CADRE DU PROJET D'IRRIGATION ET DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX DE MCA SENEGAL**

---

### **ETUDES D'ETAT DES LIEUX**

#### **TACHE 4 : ADAPTATION DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'AFFECTATION DES TERRES ET DE LA CONCEPTION DE LA PROCEDURE D'AFFECTATION**

##### **TACHE 4a : FACILITER LA VALIDATION COMMUNAUTAIRE DES PRINCIPES D'AFFECTATION DES TERRES**

### **ADAPTATION LOCALE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'AFFECTATION DES TERRES**

Version : 1.04

16 août 2011

---

**GROUPEMENT CIRAD – FIT CONSEIL – SONED AFRIQUE**



## INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT

### TABLEAU DE DIFFUSION

Entité	Destinataires		Objet Diffusion				Paraphe
	Fonction	Nom	RC	RF	A	I	
MCA-Sénégal	Directeur Général	Mr Ibrahima DIA	X				
MCA-Sénégal	Directeur du Projet Foncier	Mr Alain DIOUF	X				
FIT Conseil	Directeur de Projet	Mr Eric THALGOTT			X		
CIRAD	Directeur Général	Mr Pierre FABRE				X	
FIT Conseil	Directeur Général	Mr Fabrice BUNOUF				X	
SONED Afrique	Président Directeur Général	Mr Abdou El Mazide NDIAYE				X	

**RC** : Revue Contenu – **RF** : Revue Forme – **A** : Application – **I** : Information

### TABLE DE L'HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version	Date	Paragraphes et pages concernés	Création ou objet de la mise à jour	Auteur
1.00	22/06/2011	Tout le document	Création	Experts Fonciers du Groupement, Sociologue, Spécialiste Aménagement et Spécialiste OP 4.12 BM
1.01	02/07/2011	Tout le document	Révision sur avis informel MCA-S	Dr Abdoul Aziz SOW et Yves CROSNIER, Chef de mission
1.02	13/07/2011	Chapitres 4 et 5	Révision sur avis informel MCA-S	Dr Abdoul Aziz SOW et Yves CROSNIER, Chef de mission
1.03	25/07/2011	Chapitres 4, 5 et 6	Révision sur avis MCA-S	Yves CROSNIER, Chef de mission
1.04	16/08/2011	Tout le document	Révision sur avis MCA-S	Yves CROSNIER, Chef de mission

#### REMARQUE

Chaque révision du présent document doit correspondre à un numéro de version dont le format est : X.YY

Où X : est le numéro de version

Y : est le numéro de mise à jour de la version (indice de révision)

Une version nouvelle correspond à une modification majeure du contenu. Cette décision est prise lors de validation sur proposition de(s) l'auteur(s).

## 1 Sommaire

INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT .....	2
CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE.....	4
ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS .....	5
INTRODUCTION .....	8
2 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE .....	9
3 CRITERES RETENUS POUR LE TRAVAIL D'ADAPTATION .....	9
4 CONSIDERATIONS GENERALES POUR L'ADAPTATION DES PRINCIPES DIRECTEURS D'AFFECTATION.....	10
4.1 UN CONTEXTE D'ADAPTATION DIFFERENT ENTRE LE DELTA ET LE DEPARTEMENT DE PODOR 10	
4.2 DES PRINCIPES DIRECTEURS DIRECTEMENT VALIDABLES.....	10
4.3 CONSIDERATIONS FORMELLES.....	11
4.3.1 SUR LA LEGISLATION EN VIGUEUR.....	11
4.3.2 DEFINITION DE CERTAINS CONCEPTS.....	12
5 RECOMMANDATIONS POUR LES AFFECTATIONS.....	16
5.1 ADAPTATION DES PRINCIPES .....	16
5.2 ADAPTATION DES PROCEDURES .....	16
6 PREMIERES APPROCHES SECTORIELLES .....	17
CONCLUSION.....	19
ANNEXE 1 : ARRETE PORTANT CREATION D'UN COMITE DE SECURISATION FONCIERE A GANDON ...	20
ANNEXE 2 : PRINCIPES DIRECTEURS DE BASE DE L'AFFECTATION DES TERRES.....	23
ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU DELTA (CR DE DIAMA, DE GANDON, DE RONKH ET COMMUNE DE ROSS BETHIO) .....	26
ANNEXE 4 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU SECTEUR DE PODOR (CR DE GUEDE VILLAGE, DE DODEL, DE GAMADJI SARE, DE NDIAYENE PENDAO ET COMMUNE DE PODOR) .....	51

## CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

### PROGRAMME

TITRE	ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE AUX TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE
FINANCEMENT	MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT – SENEGAL
EXECUTANT	CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE
CODIFICATION	MCA / LTS01-S

### REALISATION

PAYS	SENEGAL
REGIONS	SAINT LOUIS

### CONTRAT

TYPE	FORFAITAIRE
MONTANT	
DEBUT D'EXECUTION	28 SEPTEMBRE 2010
DUREE	12 MOIS
FIN	27 SEPTEMBRE 2011
OBJET	SERVICES DE CONSULTANTS

### AVENANT

No 1 du 06 avril 2011

### OPERATEURS

CHEF DE FILE	FIT CONSEIL
PARTENARIAT LOCAL	CIRAD et SONED AFRIQUE
SOUS TRAITANCE DECLAREE	Néant

## ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

A / S / A	Signifiant
<b>A</b>	
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
APD	Avant Projet Détaillé
APS	Avant Projet Sommaire
ANCR	Association Nationale des Conseils Ruraux
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD	Agence Régionale de Développement
ASCOM	Assistant Communautaire
<b>C</b>	
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CDI	Charte du Domaine Irrigué
CER	Centre d'Expansion Rurale
CERP	Centre d'expansion rurale polyvalent
CFCSA	CIRAD – FIT Conseil – SONED Afrique (Groupement)
CIFA	Centre Interprofessionnel de Formation Aux Métiers de l'Agriculture
CIVD	Cadres Inter- Villageois de Développement
CLC	Cadres Locaux de Concertation
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CR	Communauté Rurale
CVD	Cadre Villageois de Développement
<b>E</b>	
EDL	Etats des Lieux
EXAF	Exploitation Agricole Familiale
<b>F</b>	
FOMAED	Fond de Maintenance des Adducteurs et Emissaires de Drainage
FOMIIG	Fonds de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général
FOMPII	Fonds de Maintenance des Périmètres Irrigués
FOMUR	Fonds Mutuel de Renouvellement (des stations de pompage et des équipements hydromécaniques)
FPA	Fédération des Périmètres Autogérés

**A / S / A      Signifiant****G**

GAF	Gestion administrative du foncier
GAHA	Grands Aménagements Hydro-Agricoles
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIRARDEL	Groupe Interdisciplinaire de Recherches et d'Action en Développement Local
GPS	Global Positioning System

**I**

ISRA	l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
------	---

**M**

MCA	Millénium Challenge Account
-----	-----------------------------

**N**

NPA	Nouvelle Politique Agricole
-----	-----------------------------

**O**

OCB	Organisations Communautaires de Base
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
OP	Organisation paysanne
OP	Organisation professionnelle
OP	Organisation de producteurs
OPB	Organisations Paysannes de Base
OP 4.12	Directive de la banque Mondiale relative aux opérations de recasement involontaire

**P**

PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales (Financement AFD)
PEI	Plan d'Exécution de l'Inventaire
PIGRE	Projet d'Irrigation et de Gestion des Ressources en Eaux
PIV	Périmètre Irrigué Villageois
PLD	Plan Local de Développement
PME/PMI	Petite et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie
POAS	Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols

**Q**

A / S / A	Signifiant
QCM	Questionnaires à Choix Multiples
<b>R</b>	
RTS	Radio Télévision Sénégalaise
<b>S</b>	
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
SIF	Système d'Informations Foncières
SV	Section Villageoise
SVC	Sections villageoises de coopérative
<b>T</b>	
TDRs	Termes de Référence
<b>V</b>	
VFS	Vallée du Fleuve Sénégal
<b>Z</b>	
ZAPA	Zone à Priorité Agricole

## INTRODUCTION

Dans le cadre des travaux préparatoires à la sécurisation foncière initiés par le MCA-Sénégal, un certain nombre de critères d'affectation des terres ont été proposés par MCA pour servir de référence ou de principes fondamentaux en perspective des futures allocations de terres qui seront induites soit par l'aménagement des cuvettes dans le département de Podor soit par celles des zones impactées par le projet irrigation dans le Delta.

Au regard de cette situation, ces principes et procédures doivent normalement garder une triple cohérence : avec la législation foncière (Sénégalaise et OP 4.12 de la Banque Mondiale), ensuite, avec la pratique des acteurs, et enfin avec les normes techniques reconnues en matière de production agricole. Ce triple souci justifie que ces principes soient analysés, commentés et soumis à la critique, à dire d'expert, parallèlement au processus initié pour leur partage au niveau des acteurs cibles des collectivités locales. Ce souci d'adaptation, quelque soit l'orientation, ne pourra en aucun cas supplanter les principes et procédures consacrés par les législations en vigueur en matière de décentralisation et de gestion foncière mais aussi les pratiques de gestion foncière déjà, fortement ancrées dans les zones du projet. D'ailleurs, les TDR de MCA-S insistent sur le fait que ces principes et procédures ne devraient aucunement être interprétés comme absolus mais qu'ils devraient plutôt fonctionner comme des indications générales sujettes à amélioration et validation, avec des applications spécifiques selon les zones ou périmètres déterminés.

Un document méthodologique a été rédigé par le prestataire pour décrire les tâches 4<sup>1</sup> et validé par le MCA-Sénégal prévoit, dans le respect des termes de référence, de : i) procéder à l'adaptation locale des principes et procédures (4.1), ii) la production et le déroulement des consultations publiques (4.2), iii) la rédaction des projets de procédures propre à chaque localité (4.3 et des rapports d'ateliers (4.5) et enfin iv) rédiger un manuel de procédures (4.6), Tout ce processus sera accompagné d'un plan de communication et de sensibilisation (4.4) en vue de préparer les acteurs cibles, à travers des outils de communication adaptés.

Le présent livrable tente après un rappel des termes de référence et des principes de base d'exposer des recommandations générales et spécifiques en vue de l'adaptation de ces principes et procédures, avant de terminer sur une synthèse des recommandations.

---

<sup>1</sup> Document méthodologique : « Adoption des principes fondamentaux de l'affectation des terres et de la conception de la procédure d'affectation » - V.2 du 16 juin 2011



## 2 RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE

L'énonciation des termes de référence est la suivante :

*Une liste des principes fondamentaux qui président à l'affectation des terres a été convenue entre le MCC et MCA-Sénégal ..... Le Consultant affinera et adaptera ces principes fondamentaux à chaque localité sur la base de l'étude EDL...en tenant compte des conditions sociopolitiques ou coutumières qui pourraient affecter l'affectation des terres.*

*Outre la prise en compte des spécificités culturelles locales, l'adaptation des principes fondamentaux doit permettre de donner des propositions spécifiques pour chaque site, relativement aux tailles des parcelles de chaque périmètre et le nombre de parcelles dans chaque catégorie d'aménagement. Les études APS et APD du projet d'irrigation donneront au préalable des informations techniques sur ces aspects. Ce processus doit rendre compte des conditions et contraintes techniques identifiées par les ingénieurs agronomes hydrauliciens et proposer des corrections dans le cadre du processus participatif<sup>2</sup>. Un principe central de ce processus consiste à allouer les terres en priorité ou à confirmer les détenteurs de droit formel reconnus (droit d'usage). L'adaptation de ce principe précisera le nombre des détenteurs de droits existants, et la superficie de la terre concernée, en se fondant sur l'analyse effectuée permettra de faire des recommandations à valider par MCA-Sénégal. »*

## 3 CRITERES RETENUS POUR LE TRAVAIL D'ADAPTATION

L'analyse des besoins d'adaptation est structurée selon les critères suivants :

### **Le respect des institutions et de la légalité sénégalaise**

L'insertion d'une nouvelle instance, dans le processus d'affectation des terres (les Comités techniques d'appui) doit être respectueuse de la représentativité et de la légitimité des institutions existantes, ainsi que des formes locales de concertation et de dialogue déjà en place. La crainte par rapport au risque de confusion du « Comité technique<sup>3</sup> » avec les « Commissions domaniales élargies » instituées parfois avec l'appui du PACR dans ses collectivités locales cibles a été levée. Ce comité technique devra travailler en étroite collaboration avec la commission domaniale sous la direction du conseil rural.

### **La prise en compte des principes de l'OP 4.12**

Ces directives visent à apporter des garanties effectives aux populations impactées par un projet de développement en matière de réinstallation involontaire de personnes. Elles concernent le retrait involontaire de terres provoquant une relocalisation ou perte d'habitat, une perte de bien ou d'accès aux biens, une perte de ressources ou de revenus.

### **Le respect d'un équilibre viable entre les différents principes d'affectation du projet**

Les terres à affecter étant limitées, il est indispensable de cadrer les principes d'affectation des terres de façon à instaurer un équilibre à la fois équitable et économiquement efficace entre les différents principes d'affectation retenus par le MCA.

---

<sup>2</sup> En conséquence, les affectations devront respecter le schéma technique d'aménagement

<sup>3</sup> Comité Technique d'appui à la Sécurisation Foncière (CTASF)

## 4 CONSIDERATIONS GENERALES POUR L'ADAPTATION DES PRINCIPES DIRECTEURS D'AFFECTATION

Le Millénium Challenge Account, en accord avec le gouvernement du Sénégal (cf. protocole), dans la perspective des éventuelles affectations de terres aménagées ou revalorisées par le programme PIGRE, a voulu instituer la sécurisation foncière dans les zones du projet. Pour cette raison un certain nombre de principes et de procédures ont été proposés par le MCA –S dans le respect de la réglementation en vigueur ou à réformer. Les principes énoncés ont besoin d'une adaptation qui est en réalité double : celle produite par les experts au regard de leurs expériences et expertises d'une part, et d'autre part celle des acteurs locaux (groupes socioprofessionnels, conseils ruraux et municipaux). Les recommandations générales formulées en ce chapitre permettent d'adapter au mieux ces principes et procédures selon leur degré de pertinence, de légalité et d'adaptabilité.

### 4.1 UN CONTEXTE D'ADAPTATION DIFFERENT ENTRE LE DELTA ET LE DEPARTEMENT DE PODOR

La zone du Delta a des caractéristiques spécifiques influant sur la mise en œuvre des principes directeurs d'affectation, qui ne sont pas reproductibles au reste de la Vallée et notamment à la région de Podor :

- elle est déjà fortement aménagée, ce qui implique que la plupart des populations locales ont déjà accès à un périmètre irrigué ;
- elle est située sur un espace où les droits coutumiers étaient traditionnellement très lâches avec extrêmement peu d'occupation agricole, ce qui signifie que des ayants droits traditionnels n'ayant pas accès à l'irrigation seraient peu nombreux ;
- elle connaît déjà une longue histoire en agriculture irriguée, ce qui implique que les populations locales ont déjà une expérience convenable dans ce type d'exploitation.

Ces trois caractéristiques ne se retrouvent pas dans la région de Podor, où les droits fonciers traditionnels sont très présents, signe d'une occupation agricole forte et ancienne (mais pas en agriculture irriguée) et où les aménagements déjà en place sont loin d'être suffisants pour offrir à la population locale un accès à l'irrigué.

### 4.2 DES PRINCIPES DIRECTEURS DIRECTEMENT VALIDABLES

Les principes directeurs prévoient comme bénéficiaires un certain nombre de groupes qui n'appellent pas de remarque particulière : groupes vulnérables locaux, actuels détenteurs de droits et résidents sans parcelle dans la zone du projet.

- ***Les actuels détenteurs de droits.***

La définition donnée dans l'Annexe est adéquate pour la zone du projet : « les actuels détenteurs sont définis en termes larges : celui ou celle qui détient un droit dans un périmètre ciblé par le PIGRE, quelle que soit la nature des droits – coutumiers ou formelle, documentée ou non. Ces détenteurs de droits peuvent comprendre tous les occupants ou utilisateurs qui exercent ou réclament des droits dans la zone ciblée ». Les locataires de terres sont par conséquent inclus dans ces détenteurs.

Cependant, il faut signaler que tous les droits et tous les types d'occupation de terre seraient rendus égaux au travers de ces principes. Ceci constitue déjà une dépréciation de la législation actuelle. Il

faudrait que les principes établissent cette égalité tout en ouvrant sur une plus grande prise en compte administrative des réalités (dans les faits de terrain, ces réalités sont prises en compte d'une certaine manière). Il s'agit d'adapter les principes et procédures d'accès à la terre ainsi que les règles de gestion foncière aux visions, cadres de légitimité et pratiques locales.

Un véritable challenge sera de disposer de suffisamment de parcelles aménagées pour satisfaire les besoins de tout l'effectif de ces deux premiers groupes ciblés, ce qui semble a priori difficile (à vérifier lorsque l'état des lieux sera achevé).

- ***Les groupes vulnérables locaux***

« Définis comme incluant les femmes, en particulier les femmes pauvres, les pasteurs sans terres et les travailleurs agricoles sans terres » (migrants, saisonniers, jeunes...).

- ***Les résidents de la collectivité locale concernée par l'aménagement qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet.***

Pour rappel par ailleurs, le concept de résident, prévu en même temps que celui de mise en valeur, a un sens différent selon que l'on se trouve au nord, ou dans les zones périphériques des villes, où les préoccupations en matière de développement ne sont pas les mêmes. Si on considère la Vallée et le Delta, on peut constater que dans le département de Podor, le résident n'est pas seulement le sénégalais ou l'étranger qui s'installe (avec des moyens financiers). Pour bénéficier d'une terre, il fallait être exclusivement (jusqu'à une période très récente), originaire de l'un des villages de la communauté rurale, tandis que dans le Delta, qui a une longue histoire de colonisation et d'accueil d'étrangers, on considère comme résident toute personne qui est installée dans la collectivité locale, qui y exerce ses activités au principal, et qui contribue à l'essor économique de la communauté rurale. En l'absence d'un texte et de principes clairs et précis, la question de la résidence reste entière et des interprétations conjoncturelles peuvent surgir à tout moment.

## **4.3 CONSIDERATIONS FORMELLES**

Au regard de l'annexe portant principes directeurs de MCA-S, d'autres principes, soit présentent un risque par rapport à la législation en vigueur, soit nécessitent adaptation.

### **4.3.1 SUR LA LEGISLATION EN VIGUEUR**

Deux principes directeurs émis par le MCA méritent une attention particulière. Il s'agit des principes d'attribution aux bénéficiaires suivants :

- ***les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée ;***
- ***les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée.***

La loi sénégalaise dispose que les affectations de terre ne peuvent être effectuées qu'au profit d'un « membre de la collectivité rurale (soit de plusieurs membres regroupés en coopératives ou

associations »<sup>4</sup>. A cela s'ajoute, au delà de l'aspect législatif, le fait qu'il s'agit dans le cas présent d'affectation sur des aménagements publics, et non privés.

Il faudrait donc que les PME /PMI domicilie leur siège social ou un établissement dans la collectivité locale.

Ajoutons qu'il semble peu probable que les superficies qui vont être aménagées ou réaménagées soient suffisantes pour satisfaire en totalité deux groupes cibles (groupes vulnérables et détenteurs de droits), sauf peut-être dans certaines parties du Delta.

Une adaptation possible des principes du MCA concernant les PME-PMI serait donc la suivante :

Lorsque les besoins des deux groupes prioritaires (vulnérables et détenteurs de droits) seront satisfaits selon des critères prenant en compte leurs capacités de mise en valeur (cf. paragraphe suivant), une certaine partie des aménagements pourra être attribuée à des PME-PMI membres de la collectivité locale. La superficie totale attribuée à ce groupe cible ne pourra en aucun cas dépasser 15% de la superficie du périmètre. Cette proposition n'est valable que sur les extensions dans le Delta.

## **4.3.2 DEFINITION DE CERTAINS CONCEPTS**

### **4.3.2.1 SUR LA NOTION DE « PARCELLE »**

Certains conseils ruraux ont commencé à avoir leur propre stratégie en validant des superficies d'affectation en fonction des types de demandeurs : exploitation familiale, groupement d'exploitants locaux, PME, etc.

L'annexe sur les principes directeurs n'établit pas de distinguo entre la « parcelle » comme portion de terre attribuée dans un périmètre irrigué et la « parcelle » comme portion de terre affectée dans une zone sans aménagement. Or, seul le fait que des investissements publics aient permis un aménagement de la parcelle justifie des règles d'octroi plus sélectives, tout en respectant la législation. Il est par ailleurs évident que les règles édictées dans l'annexe ne peuvent concerner que les périmètres aménagés par le MCA-S. Les propositions de ce livrable concernent donc uniquement l'affectation de « parcelles » dans un périmètre aménagé du projet MCA-S.

### **4.3.2.2 LA NOTION DE « MISE EN VALEUR »**

Certains critères de capacité de mise en valeur sont évoqués dans l'annexe :

*« Dans la mesure où il est exigé des allocataires de démontrer une expérience d'agriculture, la capacité de mise en valeur des parcelles, une disponibilité suffisante en main d'œuvre ou d'autres critères, des exemptions ou dispenses spéciales seront accordées aux membres des groupes vulnérables »* (p.1 de l'Annexe)

*« Tous les bénéficiaires [...] seront assujettis à des exigences d'aménagement (mise en valeur) »* (p.3 de l'Annexe)

*« Tous les bénéficiaires doivent respecter les dispositions applicables de la Charte sur le Domaine Irrigué »* (p.3 de l'Annexe).

---

<sup>4</sup> Décret No 86-445 du 10 avril 1986, Article 2

Il n'y a cependant pas de partie spécifique détaillant plus précisément les exigences de capacités de mise en valeur et ceux à qui elles s'adressent. Toutefois, le principe tel que proposé par MCA –S vise essentiellement les groupes vulnérables qui peuvent ainsi obtenir des exemptions et dispenses dans la capacité de mise en valeur. La logique voudrait que ces groupes vulnérables ne soient pas assujettis aux mêmes conditions de mise en valeur de la terre compte tenu de la précarité de leur situation économique et sociale.

Nous proposons les précisions et les adaptations suivantes :

- **Démontrer une expérience en agriculture irriguée**

Pour la zone de Podor, elle est très faible.. Ce critère ne pourrait être applicable qu'aux PME-PMI.

- **Démontrer une capacité de mise en valeur d'une parcelle**

Ce critère dépend de la taille de la parcelle à mettre en valeur et des moyens dont disposent les producteurs. Il faudrait distinguer ici aussi les PME-PMI des exploitations familiales :

- Pour les exploitations familiales, l'enjeu derrière ce critère est de définir les conditions d'une exploitation rentable, au-delà de l'auto suffisance. Il sera donc défini par un rapport superficie attribuée / main d'œuvre disponible, en deçà duquel la main d'œuvre disponible est trop faible pour une exploitation efficiente et au-delà duquel la main d'œuvre disponible est trop forte pour que les revenus de l'exploitation de la parcelle permettent de sortir d'un seuil de pauvreté.

Concrètement, cela suppose de définir la taille minimale d'une parcelle pour que son exploitation permette de sortir d'un seuil de pauvreté et de ramener cette taille à l'effectif de la structure attributaire (effectif en membres d'un GIE ou d'une SV). La mise en place de ce critère d'attribution amènera ainsi à des structures associatives plus efficaces et réalistes, probablement réduites en membres.

Conformément aux APS et les APD, le critère d'affectation pourra être **de 1,5 à 2 ha pour une exploitation familiale de 8 personnes en considérant 4 actifs majeurs, soit 0,5 ha / actif majeur.**

Ce critère doit impérativement être appliqué aux groupes vulnérables, puisque l'enjeu de leur accès au périmètre est de les sortir de la pauvreté.

- Pour les PME-PMI, membres de la collectivité locale, qui seraient affectataires, la capacité de mise en valeur sera définie par un rapport capital disponible / superficie affectée, permettant une mise en valeur intensive

Relativement à ces tailles de parcelles au niveau d'un aménagement hydro agricole public, on ne doit pas être figé ; une réglementation précise peut se révéler impertinente. L'expérience de la SAED montre que la taille ou le nombre de parcelles à distribuer dépend de la situation (superficie disponible, niveau d'accès à l'irrigation dans la zone, etc.). Dans les situations où il y a de la superficie à aménager le critère de taille de la famille (population de la famille et nombre d'actifs agricoles) est utilisé ; dans d'autres situations (cas de tous les PIV de Podor touchés par notre enquête qualitative/OP – voir rapports d'enquête et livrables 2.3 et 2.4) la participation aux travaux de viabilisation de la terre (dessouchage, défrichage) était le seul critère, l'emplacement des membres était déterminé par tirage

au sort. Le livrable 2.3 contient aussi des analyses plus générales sur les stratégies des populations pour l'accès à la terre.

### **4.3.2.3 RESPECT DES OUTILS DE SECURISATION FONCIERE**

#### **4.3.2.3.1.1 CHARTE SUR LE DOMAINE IRRIGUE**

La Charte a été conçue pour s'adresser en priorité à des exploitations familiales (article 4 de la charte) installées dans les périmètres publics. Elle fait la distinction entre ces exploitations et les PME-PMI qui sont considérées comme des privés devant financer leur propre aménagement. Elle ne prévoit pas explicitement le cas de figure où des privés ou des PME-PMI sont affectataires de parcelles dans un aménagement public. Ainsi, autant il est raisonnable de n'exiger qu'un taux de mise en valeur <sup>5</sup> (POAS) de 100% pour une exploitation familiale, autant il serait irrationnel de ne pas exiger un niveau d'intensification plus important lorsque l'on ouvre des aménagements publics à des privés afin d'accroître la productivité de ces périmètres. Nous proposons que le taux de mise en valeur pour les PME-PMI soit porté à un minimum de 1,6, soit le taux recommandé dans le PDRG.

Il y aura peut-être lieu de tenir compte, entre autres, de la taille du patrimoine foncier initial, en particulier de celui qui était mis en valeur par des individus ou familles.

#### **4.3.2.3.1.2 PLANS D'OCCUPATION ET D'AFFECTATION DES SOLS » (POAS)**

Dans certaines des collectivités locales concernées par le Projet, un « Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols » est mis en place. Cet outil permet à la collectivité d'établir des règles collectives pour l'occupation et l'usage de son territoire, en particulier par un zonage permettant de distinguer les activités prioritaires (élevage, agriculture...) selon les zones.

L'Annexe portant principes directeurs de MCA-S, propose que les affectations de terres dans le cadre du Projet respectent le POAS. Mais si le POAS doit être pris en compte par le Projet, c'est bien en amont des affectations, au moment du choix du site pour l'aménagement du périmètre. En effet, rappelons que le POAS ne concerne pas les droits fonciers d'exploitations mais la répartition géographique des usages (agriculture, élevage ...). Ainsi, si le Projet doit prendre en compte le POAS des collectivités considérées, cela implique les principes suivants :

- le choix du site à aménager doit respecter le POAS de la collectivité et ne peut donc être positionné que sur une ZAPA (« Zone à Priorité Agricole ») du POAS ;
- dans le cas contraire, l'implantation d'un aménagement nécessitera une révision du POAS par la collectivité et le projet devra mettre en œuvre les mesures d'accompagnement pour les activités qui seront désavantagées par cette ré affectation de la zone (en particulier l'élevage transhumant, mais aussi parfois la chasse, l'exploitation du bois, des fruits forestiers, la pêche...).

---

<sup>5</sup> Un taux de mise en valeur de 100 % signifie avoir mis en valeur sur une année au moins une fois la superficie attribuée (soit une seule culture par an). Un taux supérieur signifie avoir fait une deuxième saisons de culture par an sur au moins une partie de l'affectation. Le maximum sur la Vallée peut être un taux de 300% (3 cultures par an)

## 5 RECOMMANDATIONS POUR LES AFFECTATIONS

### 5.1 ADAPTATION DES PRINCIPES

Pour la répartition des affectations, l'ordre prioritaire est le suivant :


1. Affectation aux ayants droits, en particulier les propriétaires, les locataires et les métayers, (précisé en fonction du chapitre précédent) d'une superficie correspondant un ratio de 0.5 ha/ actif majeur.
2. Affectation aux groupes vulnérables (précisé en fonction du chapitre précédent) d'une superficie correspondant à un ratio de 0.5 ha/ actif majeur.
3. Si les deux premiers besoins sont couverts, affectation aux PME-PMI membres de la collectivité locale, sous réserve qu'ils justifient d'une expérience en agriculture irriguée, d'un capital initial en XF/ha affecté et qu'ils présentent un dossier technico-économique permettant d'évaluer leurs capacités à réaliser un taux de mise en valeur minimum de 1,6. La superficie totale attribuée à ce groupe cible ne pourra en aucun cas dépasser les 15%

Il est cependant essentiel de noter que cette clef de répartition n'aura un effet sur la pauvreté que si des mesures d'accompagnement sont prises pour appuyer techniquement et financièrement les exploitations familiales dans la mise en œuvre de leur exploitation.

Rappelons que le critère de technicité (expérience en agriculture irriguée) est important pour la réussite économique de l'exploitation mais inapplicable à des populations qui n'auraient pas encore connu l'irrigation. Il est donc essentiel de les accompagner pour qu'elles l'atteignent.

### 5.2 ADAPTATION DES PROCEDURES

D'après les propositions de MCA-S :

 « Les affectations se feront par le conseil rural, municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal, sur la base des recommandations des comités techniques d'affectation du foncier ».

Cette formulation ne pose pas problème.



- « La demande d'adjudication des parcelles sera examinée par les comités techniques d'affectation des terres (voir plus loin les représentations exigées qui composent la commission) qui feront des recommandations au Conseil Rural ».

Cette formulation ne pose pas problème.

- « Les réunions du Comité seront ouvertes au public ... Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation ... Un médiateur institutionnel sera nommé / mise en place pour recueillir et examiner les plaintes ».

Cette formulation ne pose pas problème.

Les constats du prestataire (cf livrable 2.4, chap. 1.2.5. « Résolution des conflits ») ont mis en évidence le rôle prééminent des Chefs de village et des chefs de famille en matière de médiation.

Nous proposons que cette fonction de médiation soit assurée par les cadres locaux existants au niveau des villages avec un ancrage au sein de la collectivité locale.

Dans le respect de la logique de gestion foncière, il devrait aussi être réfléchi sur les principes et procédures de désaffectations, même si, implicitement, ils sont énoncés dans l'annexe.

## 6 PREMIERES APPROCHES SECTORIELLES

Les propositions / suggestions / exemples fournis provisoirement en réunions et ateliers de présentation seront modifiés au vu des résultats.

Dans l'immédiat, aussi bien dans le Delta que dans le secteur de Podor, les résultats des réunions de présentation par zones, ont donné des résultats intéressants. Les collectivités locales ont fourni une première relecture des principes et procédures d'affectation des terres [ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU DELTA \(CR DE DIAMA, DE GANDON, DE RONKH ET COMMUNE DE ROSS BETHIO\)](#) et [ANNEXE 4 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU SECTEUR DE PODOR \(CR DE GUEDE VILLAGE, DE DODEL, DE GAMADJI SARE, DE NDIAYENE PENDAO ET COMMUNE DE PODOR\)](#). Les ateliers avec les groupes représentatifs permettront de cibler les attributaires potentiels qui pourront bénéficier d'une affectation de parcelles après la mise en place des aménagements, de prévoir les conditions de mise en valeur et d'apprécier les propositions du MCA relatives au comité technique d'appui à la sécurisation foncière. S'agissant de la détermination des cibles, deux situations se posent selon que l'on soit dans le Delta ou dans le Podor. Pour le Delta, presque tous les ateliers placent en tête de la liste les primo détenteurs d'une affectation du conseil rural<sup>6</sup>. Cette conception entre en droite ligne avec les textes régissant l'affectation des terres du domaine national et s'explique par la longue expérience d'aménagement et de culture irriguée dans le Delta à travers l'appui de la SAED ; il n'est plus fait allusion au droit coutumier, la seule base d'accès considérée est la demande au conseil rural.

---

<sup>6</sup> La proposition de MCA-S prévoit que les bénéficiaires soient détenteurs de droits (formels ou coutumiers)

Dans le département de Podor, la priorité est nettement donnée aux détenteurs traditionnels appelés « *Jom Leydi* »<sup>7</sup>. Les justificatifs de cette situation ont été clairement détaillés dans les livrables 2.3 et 2.4 relatifs respectivement aux acteurs de l'administration foncière et aux outils de sécurisation foncière. Tous les ateliers du département de Podor, à l'exception de la commune de Podor, ont mis en avant les détenteurs de droits coutumiers. En outre, un ordre de priorité dans l'affectation des terres a été instinctivement institué par les acteurs lors des différents ateliers. La dynamique d'ensemble tourne autour des détenteurs de droits et des groupes vulnérables (agriculteurs sans terre, femmes, jeunes, personnes âgées, handicapées etc.).

Après l'ordre de préférence pour les bénéficiaires, les discussions portent sur l'exclusivité d'affectation d'un pourcentage de terres aux groupements des femmes, sans pour autant les exclure des affectations individuelles. A ce sujet, l'unanimité se fait pour l'affectation d'un pourcentage, les 10% minimum proposés par MCA-S étant généralement bien considérés.

En ce qui concerne l'affectation éventuelle de parcelles aux PME et PMI, une tendance s'est dégagée : il s'agit de leur affectation sous certaines conditions précises et contrôlées de la part de la collectivité locale. Il faut souligner tout de même, qu'au départ des discussions, la plupart des interventions est pour l'exclusion systématique des PME et PMI au regard des expériences antérieures avec des entreprises agricoles (le cas de la Compagnie Sucrière Sénégalaise **qui a accaparé** les terres des autochtones a été souvent cité). Mais, au final, l'affectation aux PME et PMI est acceptée sous conditions que les détenteurs de droits et les groupes vulnérables soient servis au préalable et que des clauses soient contenues dans le cahier de charges PME / PMI (permettre aux exploitants locaux de pouvoir irriguer grâce aux investissements réalisés).

Les ateliers ont démontré l'importance accordée au respect des conditions et délais de mise en valeur, avec toutefois des dispenses ou exemptions en faveur des groupes vulnérables. Les conditions et délais seraient modulés, mais pour l'essentiel s'alignent à la Charte du domaine irrigué. Les ateliers confirment à l'unanimité, comme étant une condition d'affectation et de désaffectation, le fait de s'acquitter des redevances eau et des frais de maintenance.

De même, l'institutionnalisation d'un médiateur est appréciée même si les débats reviennent longuement sur sa qualité et son statut. Certaines collectivités locales vont très loin en proposant leur médiateur (ASCOM, Vice Président de la CL, Sous-préfet, etc.)<sup>8</sup>.

Une des propositions du MCA-S qui a le plus suscité de débats a été le titre d'affectation conjoint. Il a été systématiquement rejeté dans la plupart des collectivités locales.

---

<sup>7</sup> Ils seront traités de la même manière que les droits légalement institués : OP4.12 ; donc cet état de fait ne pose pas de problème.

<sup>8</sup> La commission de règlement des conflits a été retenue dans le processus mené par le MCA dans le cadre de la mise en place des CTA et des organes de médiation

## **CONCLUSION**

L'analyse des principes et procédures d'affectation des terres proposés par MCA-S a permis d'opérer une distinction entre les principes pouvant s'appliquer sans une adaptation préalable et les principes nécessitant cette adaptation. Cette analyse a permis aussi de soulever des interrogations auxquelles il devra être répondu. Au final, le prestataire aboutit à dire d'experts à des premières recommandations fortes (générales et spécifiques) pour une adaptabilité des principes et procédures d'affectation des terres.

Ces appréciations initiales complètent déjà les principes directeurs de l'annexe mais pourront être remises en cause par les réactions qui sortiront des ateliers de présentation des principes et procédures au niveau des collectivités locales.

## ANNEXE 1 : ARRETE PORTANT CREATION D'UN COMITE DE SECURISATION FONCIERE A GANDON

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
REGION DE SAINT-LOUIS  
DEPARTEMENT DE SAINT-LOUIS  
ARRONDISSEMENT DE RAO  
SOUS-PREFECTURE

N° 09 /AR/SP

**ANALYSE** : Arrêté portant création d'un comité d'appui technique pour la sécurisation foncière à la Communauté rurale de Gandon.

### LE SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE RAO

Vu la constitution,  
Vu la loi 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national,  
Vu la loi 72-02 du 1<sup>er</sup> Février 1972 relative à l'organisation de l'administration territoriale modifiée,  
Vu la loi 96-06 du 22 Mars 1996 portant Code des collectivités locales ;  
Vu la loi 96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales,  
Vu le Décret 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national,  
Vu le Décret 72-636 du 29 Mai 1972 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et des chefs de village modifié,  
Vu le Décret 72-1288 du 27 Octobre 1972 fixant les conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les communautés rurales modifié,  
Vu le Décret 2009-1334 du 30 Décembre 2009 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Millénium Challenge Account Sénégal (MCA),  
Vu le Décret 2011-279 du 24 Février 2011 portant nomination du Sous-Préfet de l'arrondissement de Rao,

#### **ARRETE :**

**Article premier** : Est créée dans la communauté rurale de Gandon, un comité d'appui technique pour la sécurisation foncière.

#### **Article 2 : Rôles et missions :**

Le comité a pour rôles et missions d'appuyer la communauté rurale de Gandon et le MCA Sénégal dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière financée dans le cadre du Millénium Challenge Account (MCA) et dans toute autre action liée au développement socio économique de la communauté rurale.

Il a pour missions principales de :

- piloter le processus participatif pour la détermination des critères de répartition et d'affectation des terres,
- participer à l'information, à la communication et à la formation des acteurs du foncier,
- apporter une assistance technique aux collectivités locales et aux autorités administratives.



**Article 3 : Tâches du comité :**

Ce comité aura entre autres tâches :

- donner au conseil rural toutes les informations, avis et recommandations afin de lui permettre d'avoir tout l'éclairage technique pour exercer ses compétences,
- assister le conseil rural dans l'évaluation technique et financière des demandes d'affectation de terres,
- participer au suivi des études et à la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière,
- donner son avis consultatif à MCA Sénégal et au conseil rural sur toutes les activités liées au processus d'affectation et de désaffectation des terres,
- assurer, en collaboration avec MCA Sénégal et le conseil rural, le caractère inclusif, juste et transparent du processus participatif devant mener à la répartition des terres,
- élaborer un plan d'actions annuel sur l'ensemble des activités relevant de sa compétence et inscrites dans son programme d'activités annuelles.

**Article 4 : Le comité est composé comme suit :**

- **Président** : Le Sous-Préfet de l'arrondissement
- **Vice Président** : Le Président du conseil rural
- **Rapporteur** : Le Chef du CADL
- **Membres** :
  - Le chef du service départemental du développement rural ou son représentant
  - Deux membres de la commission domaniale
  - Le représentant du syndicat Jappandoo
  - Un représentant du cadastre
  - Un membre du CADL
  - Le chef du secteur des eaux et forêts ou son représentant
  - Un représentant de la SAED
  - Trois représentants des organisations paysannes : CCF, GPF
  - Un représentant de l'organisation de jeunes (CLJ),
  - Un représentant du PACR,
  - Un représentant du service départemental de l'élevage
  - Un représentant de l'ANCR
  - Un représentant du chef de service de l'urbanisme
  - Un représentant du service des domaines,
  - Deux représentants du MCA
  - Un représentant du CLCOP
  - Un représentant des usagers de la vallée de Ndialakhar,
  - Le commandant la brigade de gendarmerie ou son représentant ,
  - Un représentant de l'ANCAR
  - Un représentant du service de la pêche
  - Un représentant du parc de Geumbeul,
  - Deux chefs de village

**Article 5 :** Le comité peut s'adjoindre toute ou structure dont les compétences sont jugées utiles pour la conduite de sa mission.

**Article 6 : Fonctionnement du comité :**

Les réunions du comité sont convoquées par son Président qui en propose l'ordre du jour. Les règles relatives aux modalités de convocation des réunions, à la périodicité des réunions et aux décisions sont déterminées par le comité, dès l'ouverture de la première réunion. Le comité ne peut se réunir que si les 2/3 de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Un procès verbal est dressé lors de chaque réunion.

**Article 7 :** Il est créé au sein de ce comité, un comité technique restreint composé comme suit :

- **Président** : Le Sous-Préfet
- **Vice président** : Le Président du conseil rural
- **Rapporteur** : Le Chef du CADL ou son représentant
- **Membres** :
  - Le Président de la commission domaniale
  - Le PACR
  - Le représentant du service de l'élevage
  - Le représentant du service des Eaux et Forêts
  - Le représentant de l'ANCAR
  - Le représentant du service de l'Urbanisme
  - Le représentant du service des domaines
  - Le représentant du cadastre.

Le comité technique restreint est chargé de préparer tous les dossiers techniques et de les soumettre à la validation du comité technique élargi.

Article 8 : Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

**AMPLIATIONS :**

- ME-MINT
- GRSL
- PDSL
- MCA
- Membres comité
- Archives/Chrono

Rao le, 10 juin 2011



Hamadi DIONGUE

## ANNEXE 2 : PRINCIPES DIRECTEURS DE BASE DE L'AFFECTATION DES TERRES

Ce Schéma fixe les principes directeurs qui détermineront les décisions d'affectation des terres dans les périmètres réhabilités et nouvellement aménagés de la zone couverte par le Projet Irrigation et Gestion des Ressources en Eaux. Les parties conviennent que ces principes directeurs serviront de point de départ au travail du consultant qui sera sélectionné par MCA Sénégal sur financement obtenu conformément à la Subvention 609(g) signée le 1<sup>er</sup> avril 2009, au Compact et à l'Accord de Mise en Œuvre, signés le 16 septembre 2009 à Washington entre le MCC et le Gouvernement du Sénégal. Ce consultant sera chargé de compléter et de valider ces principes directeurs avec les acteurs clés de chaque collectivité locale, et de les affiner au besoin pour une application spécifique à chaque site.

### 1. Critères de sélection pour l'affectation des terres

(a) Groupes de bénéficiaires ciblés : L'affectation des droits fonciers relatifs à l'Activité de Sécurisation Foncière se fera selon les priorités suivantes :

- Les actuels détenteurs de droits<sup>6</sup>
- Les groupes vulnérables locaux (définis comme incluant: les femmes, en particulier, les femmes pauvres, les pasteurs sans terres et les travailleurs agricoles sans terres)
  - Conformément à la pratique actuelle dans certaines parties de la Vallée, au moins 10% des parcelles devront être réservées aux *Groupements de Promotion Féminine (« GPF »)* (la réserve minimale de 10% pour les GPF sera comprise en tant que mécanisme pour étendre les avantages aux femmes pauvres à travers leurs associations, et non en tant que taux maximal de droits attribuable aux femmes, qui pourraient également formuler des demandes en tant que demandeurs individuelles.)
  - Dans la mesure où il est exigé des allocataires de démontrer une expérience d'agriculteur, la capacité de mise en valeur des parcelles, une disponibilité suffisante de main d'œuvre ou d'autres critères, des exemptions ou dispenses spéciales seront accordées aux membres des groupes vulnérables.
- Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
- Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
- Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
- D'autres catégories, selon la pertinence.

<sup>6</sup> Les actuels détenteurs sont définis en termes larges : celui ou celle qui détient un droit dans un périmètre ciblé par le FIGRE, quelque soit la nature des droits – coutumière ou formelle, documentée ou non. Ces détenteurs de droits peuvent comprendre tous les occupants ou utilisateurs qui exercent ou réclament des droits dans la zone ciblée.



(b) Distribution des parcelles par taille et par nombre: l'allocation des terres dans le cadre de cette activité vise l'équité et la réduction de la pauvreté chez les populations rurales, tout en reconnaissant que les situations des ménages sont différentes et qu'il existe des avantages en terme d'emplois et d'augmentation des revenus et d'emplois liés à la présence de grandes exploitations agricoles qui ont une orientations commerciales. Ces considérations devraient conduire à des décisions sur la taille optimale et au nombre de parcelles dans les différentes zones projet. De manière générale, la détermination de la taille et de la quantité de parcelles doit obéir aux principes suivants :

- La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables
- La taille des parcelles devrait être plus grande que celle jugée nécessaire pour permettre aux bénéficiaires vivant dans la pauvreté de sortir du seuil de pauvreté
- Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 hectares
- La taille, l'emplacement et la quantité de parcelles devraient être en cohérence avec le *Plan d'Occupation et Affectation des Sols* (« POAS ») en tenant compte de la possibilité de sa modification ultérieure.

Ces principes ne devraient pas être interprétés comme absolus, mais devraient plutôt fonctionner comme des indications générales sujettes à améliorations et validation et applicables à des sites spécifiques dans des périmètres donnés.

## 2. Institutions et procédures d'affectation des terres

(a) Principes de l'affectation des terres. Les parties conviennent que les conditions et procédures d'affectation des terres seront gouvernées par les principes qui suivent :

- Les procédures seront ouvertes et transparentes
- Les affectations se feront par le conseil rural, municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal, sur la base des recommandations des comités techniques d'affectation du foncier
- La demande d'adjudication des parcelles sera examinée par les comités techniques d'affectation des terres (voir plus loin les représentations exigées qui composent la commission) qui feront des recommandations au Conseil Rural, au Conseil Municipal concernés
- Le processus comprendra une campagne d'information publique (qui inclura, sans limitation, une explication détaillée des options et conditions d'affectation).
- Les réunions du Comité seront ouvertes au public
- Les membres du Comité doivent avoir la disponibilité nécessaire pour accomplir leurs obligations de manière complète et doivent travailler dans la zone couverte par le Projet Irrigation et Gestion des Ressources en Eaux
- Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation
- Le processus comprendra des options de médiation des conflits



- Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes
- (b) Les Comités d'Affectation des terres. Les Parties conviennent qu'un comité d'affectation des terres, qui sera un comité technique sous la tutelle de la direction des collectivités locales, sera mis en place dans chaque collectivité locale par décision préfectorale ou sous-préfectorale (*arrêté*) avant l'acceptation des demandes de droits sur le foncier dans tout périmètre irrigué de la Collectivité considérée. Le nom des membres du comité figurera sur la décision préfectorale ou sous-préfectorale (*arrêté*) et comprendra au moins les personnes suivantes :
- Un représentant des associations de femmes
  - Un représentant du mouvement des jeunes de la communauté rurale
  - Un membre désigné pour représenter MCA Sénégal
  - Un représentant de la *commission domaniale*
  - Un représentant d'une *organisation paysanne*
- (c) Emplacement des parcelles au sein du périmètre irrigué. L'emplacement des parcelles dans tout périmètre considéré sera guidé par les principes suivants:
- La préservation autant que faire se peut de la cohésion sociale
  - La généralisation du processus participatif
  - Il y aura un processus pour déterminer s'il est préférable d'avoir des attributions séparées ou groupées pour les groupes de bénéficiaires, tels que les femmes
- 3. Responsabilités et droits des bénéficiaires**  
 Les affectataires de terrains seront assujettis aux droits et responsabilités qui suivent:
- Tous les bénéficiaires recevront des *titres d'affectation*, qui seront assujettis à des exigences d'aménagement (*mise en valeur*)
  - Les bénéficiaires auront le libre choix de la sélection des cultures pratiquées et du moment, tout en respectant les caractéristiques et vocation des parcelles et des terres environnantes, le modèle général de distribution de l'eau et les meilleures pratiques et techniques culturales de la zone
  - Les droits à l'eau sont garantis (si les frais ont été payés et que les autres conditions applicables sont respectées)
  - Tous les bénéficiaires doivent respecter les dispositions applicables de la *Charte du Domaine Irrigué*
  - Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance
  - Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe, des *titres d'affectation* conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.

## **ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU DELTA (CR DE DIAMA, DE GANDON, DE RONKH ET COMMUNE DE ROSS BETHIO)**

## **COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE DIAMA POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES**

Date : 21 juin 2011

Etaient présents :

- Les élus, chefs de village, ANCAR, animateurs du POAS, etc. (voir liste, en annexe)
- Prestataire

Lieu : Maison communautaire de **Diama**.

Sous la direction du premier vice président de la CR (Monsieur Oumar Guèye) la séance a commencé par la présentation de tous les participants. Les travaux se sont déroulés à travers l'ordre du jour suivant :

- 1) Présentation du programme MCA,
- 2) Présentation et discussion des propositions de principes et procédures d'affectation des terres,
- 3) Programmation.

### **I – PRESENTATION DU PROGRAMME MCA**

Le montant du financement, le cadre institutionnel, la nature des investissements dans la vallée (et particulièrement dans le delta), les tâches du groupement (les différentes enquêtes, le processus actuel de validation des propositions de principes) et celles de certains autres prestataires (BCEOM, AECOM) ont été exposés aux participants par la délégation du prestataire (Groupement FIT/CIRAD/SONED Afrique). Le prestataire a donné des explications sur les travaux techniques dans le delta (amélioration d'adducteurs et création de l'émissaire delta) et leurs impacts attendus.

### **II - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE PRINCIPES ET DE PROCEDURES D'AFFECTATION**

Le prestataire a, d'abord, rappeler le processus qui a conduit à la création (par arrêté sous préfectoral) le **comité technique d'appui à la sécurisation foncière**, son installation lors de la réunion du 07 juin 2011 à Diama, sa composition et le rôle qu'il doit jouer auprès du conseil rural.

Par la suite, les principes et procédures proposés par le MCA ont été présentés et discutés, point par point, à travers le canevas suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
Concernant les « Principes »	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le</li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<i>registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</i>	
▪ <i>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
<i>- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.</i>	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

Des discussions sur les propositions de principes d'affectation, il est ressorti ce qui suit.

### ➤ Les groupes cibles bénéficiaires

Beaucoup de questions ont été posées pour savoir si les terres déjà affectées par le conseil rural sont concernées. En général les intervenants ont considéré que la base d'accès à la terre est la délibération du conseil rural et l'installation. La priorité est donné aux exploitants ou résidents actuellement sans affectation. Il s'est dégagé un consensus autour des points suivants :

- ✚ Bénéficiaire d'une délibération et d'une installation ;
- ✚ Habitant de la CR qui fait une demande ;
- ✚ Avoir les moyens pour la mise en valeur de la terre.

Par ailleurs, il a été souligné que certains aspects des critères ne sont pas adaptés aux réalités locales et peuvent être source de conflits.

### ➤ Groupes vulnérables

La notion de groupe vulnérable a fait l'objet de longues explications à cause des nombreuses interventions, centrées sur le cas des femmes, tendant à la relativiser à partir d'arguments culturels et des réalités locales. Cependant, la femme est généralement acceptée ainsi que sa prise en compte dans l'affectation des terres et la

discrimination positive à adopter. Il est même proposé que le quota de 10% soit augmenté (15%) au regard des nombreuses personnes qui font parties de ces groupes vulnérables. Il a été recommandé de toujours ajouter les jeunes parmi les groupes vulnérables.

➤ **Résidents sans terre**

En relevant que la base de l'accès à la terre est la demande au conseil rural et l'affectation par délibération (les résidents qui n'ont pas fait de demande ne peuvent accéder à la terre), il est recommandé que les résidents sans terre procèdent à la demande d'affectation pour régulariser leur situation ; leur prise en compte prioritaire étant évidente.

➤ **PME et PMI**

La discussion sur leur cas a abouti à l'établissement d'un ordre global des priorités que voici :

- ✚ Les domiciliés et /ou résidents de la collectivité locale
- ✚ Les domiciliés ou résidents de la vallée
- ✚ Les étrangers

➤ **Taille des parcelles**

Concernant le plafonnement à 50 ha de la superficie à affecter, il est souligné que le conseil rural a eu à prendre un arrêté dans ce sens, mais qui ne s'applique pas aux grands investisseurs. Plusieurs arguments ont été donnés pour ou contre sans qu'une majorité ne se dégage; mais les principes suivants se sont dégagés :

- la nécessité de prendre en compte les générations futures,
- le plafond des affectations doit se faire au prorata de la capacité de mise en valeur,
- opérer une distinction entre affectation aux personnes physiques et affectation aux personnes morales.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFECTATION**

➤ **Le comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

Les participants, le 1<sup>er</sup> vice-président du conseil rural en particulier, se sont interrogés sur les prérogatives du comité par rapport à celles du conseil rural et de sa commission domaniale. Tout en reconnaissant le besoin du conseil d'être appuyé en gestion foncière, ils estiment que le comité (dont ils acceptent reconnaître la pertinence) doit se limiter à une fonction de conseiller et ne pas empiéter sur les attributions légales du conseil. C'est cette préoccupation qui apparaît dans leurs appréciations de certains principes liés au fonctionnement du comité.

Concernant l'examen des demandes, il est objecté qu'elles ne doivent pas être directement acheminées au comité qui, d'ailleurs, ne doit traiter (sur demande du conseil) que les questions sur lesquelles le conseil rural ou la commission domaniale rencontrent des difficultés.

➤ **Ouverture des réunions du comité au public**

Quelques interventions ont approuvé ce principe, mais la grande tendance est que le comité doit aborder des questions techniques dont le traitement risque d'être biaisé avec la participation directe des populations.

➤ **Audit du comité technique**

De l'avis de tous les intervenants l'audit est la bienvenue et est nécessaire dans le domaine de la gestion foncière. Mais, il est objecté que c'est le conseil rural qui doit être audité (non le comité) car c'est lui qui est le responsable de la gestion et qui a le pouvoir de décision.

➤ **Modalités d'exploitation**

Les intervenants ne jugent ni pertinent, ni réaliste ou faisable l'idée de prendre en compte, dans la décision d'affectation, le type de culture à pratiquer par l'affectataire.

➤ **L'obligation d'aménager la terre et paiement des redevances hydrauliques**

Des discussions, il est ressorti que l'obligation de mise en valeur de la terre est retenue, mais les sanctions en cas de non mise en valeur ne sont pas appliquées du fait que, non seulement le conseil rural n'a pas les moyens du suivi et du contrôle, mais aussi que cette mise en valeur par les affectataires dépend des conditions hydrauliques (chenaux en amont, par exemple) et des moyens financiers (crédit) qui ne sont assurées pour les populations.

### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Il a été indiqué (le 1<sup>er</sup> vice-président, en particulier) que les projets passent, mais la Collectivité Locale reste; donc les principes et procédures qui seront adoptés doivent être utilisés par le conseil de manière pérenne et ne doivent pas être limités aux terres concernées par le programme MCA-S.

Il a été demandé (1<sup>er</sup> vice-président) d'harmoniser le processus de validation des procédures d'affectation avec le PACR qui a déroulé un processus identique pour l'élaboration d'un manuel de procédures. A cet effet, le 1<sup>er</sup> vice-président sollicite une réunion entre le MCA-S, le conseil rural et le PACR.

Seydou Camara  
Abdoul Aziz Sow  
Elisabeth Ndew Diouf



## Annexe : Liste des participants

12

cirad  
FIT  
Liste de Présence Atelier Intérodutif  
Diamana

GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE  
PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PRÉPARATOIRES À LA SÉCURISATION FONCIÈRE

1	Abdou Fall	Pdt Com Finance / Conseil	77 303 07 57
2	Abdoulaye Diello	Com. Am et Gest. Terroir / Finance	77 559 89 98
3	Bah Fall	chef de Village	77 530 82 28
4	Sina Guye	Conseiller	77 614 32 16
5	Abdoulaye Diop	conseiller	70 106 43 69
6	Abdou Toure	Animateur POAF CR Diamana	77 619 81 56
7	Malik Fall	animateur POAF CR Diamana	77 555 68 18
8	Babou Diop	animateur des jeunes	77 354 80 08
9	Guissman Diop	Conseiller Communautaire	77 514 20 60
10	Thaouba Diop	Conseiller Communautaire	77
11	Abassane Diop	Conseiller Communautaire	77 615 42 58
12	Thaouba Diop	chef de Village Madou	77 386 02 11
13	Thaouba Diop	Président 2 Village	77
14	Bah Fall	Conseiller Communautaire	77 612 22 75
15	Bouba Fall	animateur	77 564 84 64
16	Abou Diop	Conseiller Communautaire	77 386 11 31
17	Bakta Fall	chef de Village	77 548 54 34
18	Chikh Fall	CR Diamana	77 538 44 85
19	Mamou Bass	ATE / CPV Diamana	77 617 88 30
20	Mor Sek	conseiller El Machi CR Diamana	77 223 18 30

cirad  
FIT  
GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE  
PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PRÉPARATOIRES À LA SÉCURISATION FONCIÈRE

21	Mbaye Thim	conseiller CR Diamana	77 522 48 02
22	El Machi Guye	Village El Machi Rep CV	77 446 53 20
23	El Machi Machi	chef de Village Moudou	77 564 60 73
24	Abdoulaye Fall	chef de Village Amadou	77 226 80 12
25	Soudane Fall	chef de Village Amadou	77 533 32 30
26	Bouba Diop	chef village Tamakha	
27	Thaouba Diop	ATE Diamana	
28	Thaouba Diop	Vice Pdt CR Diamana	77 324 58 75
29	Thaouba Diop	Vice Pdt CR Diamana	77 524 98 60
30	Thaouba Diop	chef de Village Zaba	
31	Bouba Diop	ATE CV	77 668 27 25
32	Fara Guye	Conseiller	77 612 98 84
33	Bouba Diop	chef de Village Tamakha	77 538 90 09
34	Thaouba Diop	chef de Village	77 522 46 38
35			
36			
37			

Copie conforme de la feuille de présence de la réunion de DIAMA du 21/06/2011



## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE GANDON POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

Date : 24 juin 2011

Etaient présents :

- les élus, chefs de village, représentants des femmes, jeunes, éleveurs, représentants CADL, ASCOM, expert foncier du PACR (voir liste de présence en annexe)
- Prestataire : Seydou Camara (expert sociologue), Abdoul Aziz Sow (expert foncier)

Lieu : Maison communautaire de **Gandon**.

Sous la direction du premier vice président de la CR (Monsieur Djiby Mbaye) la séance a commencé par la présentation de tous les participants. Les travaux se sont déroulés à travers l'ordre du jour suivant :

- 4) Présentation du programme MCA,
- 5) Présentation et discussion des propositions de principes et procédures d'affectation des terres,
- 6) Programmation.

### I – PRESENTATION DU PROGRAMME MCA

Le montant du financement, le cadre institutionnel, la nature des investissements dans la vallée (et particulièrement dans le delta), les tâches du groupement (les différentes enquêtes, le processus actuel de validation des propositions de principes) et celles de certains autres prestataires (BCEOM, AECOM) ont été exposés aux participants par la délégation du prestataire (Groupement FIT/CIRAD/SONED Afrique). Le prestataire a donné des explications sur les travaux techniques dans le delta (amélioration d'adducteurs et création de l'émissaire delta) et leurs impacts attendus.

### II - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE PRINCIPES ET DE PROCEDURES D'AFFECTATION

Le prestataire a, d'abord, rappeler le processus qui a conduit à la création (par arrêté sous préfectoral) le **comité technique d'appui à la sécurisation foncière**, son installation lors de la réunion du 08 juin 2011 à Ronkh, sa composition et le rôle qu'il doit jouer auprès du conseil rural.

Par la suite, les principes et procédures proposés par le MCA ont été présentés et discutés, point par point, à travers le canevas suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an</b>	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.</b>	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec</li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<i>mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</i>	
▪ <i>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
<i>- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.</i>	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

### ➤ Bénéficiaires

Les discussions sur les bénéficiaires des affectations ont permis de retenir l'ordre de priorités suivant :

- ✓ Les détenteurs d'affectation non aménagée ;
- ✓ Les résidents sans terres dans la zone MCA ;
- ✓ Ceux qui désirent régulariser, soit la terre qu'ils exploitent sans droit, soit un droit coutumier ; on fait toutefois remarqué que le droit coutumier (qui, du reste, ne peut pas être individualisé) n'a plus de force dans la CR où l'affectation est la référence;
- ✓ Les PME/PMI sous condition (protocole) qu'une priorité d'embauche soit accordée aux jeunes autochtones et que les retombées économiques bénéficient à la CR.

### ➤ Groupes vulnérables

Il est demandé de classer les jeunes parmi les groupes vulnérables et de leur réserver un quota sur les affectations à faire (quota non précisé).

Un quota de 10% des affectations pour les organisations de femmes a été approuvé.

➤ **Délai de mise en valeur et facilités à accorder aux groupes vulnérables**

Concernant ce point, les avis exprimés sont assez contradictoires : délai unique de 2 ans pour tous, régulation du délai en fonction des catégories d'affectataires. Il s'est toutefois dégagé une tendance pour accorder un délai de 5 ans aux groupes vulnérables.

➤ **Taille des affectations**

Les intervenants ont insisté sur le fait qu'il n'y a pas assez de terre à affecter dans la zone du projet MCA (Ndialakhar). La discussion sur la taille des affectations a été assez contradictoire, mais elle a permis de retenir :

- 5 hectares à 10 hectares pour les individuels ou familles,
- 30 à 50 hectares pour les PME/PMI.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION**

➤ **Le comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

La discussion sur ce sujet a commencé par la lecture et l'explication de l'arrêté de la sous-préfecture de Rao, créant le « comité technique d'appui à la sécurisation foncière ». Dans les discussions qui suivirent, certaines objections ont été émises par les participants, en particulier le 1<sup>er</sup> vice président de la communauté rurale (président de séance). Ces objections peuvent être résumées en deux points :

- ✓ Le sous préfet ne doit pas être le président du comité technique ;
- ✓ Le comité risque de se substituer à la commission domaniale et de diminuer le pouvoir du conseil rural.

Après avoir rappelé que le conseil rural était représenté à l'atelier du 11 mai 2011 à Saint Louis (siège du conseil régional) et a participé à l'atelier d'installation du comité technique à Rao (07 juin 2011), le prestataire (appuyé par le représentant du CADL – représentant aussi le sous préfet) a apporté des explications pour montrer que :

- ✓ Le conseil rural et la commission domaniale gardent toutes leurs attributions respectives ;
- ✓ Le comité a une fonction d'appui technique et intègre des élus, des représentants des femmes, des jeunes et des éleveurs.

Se demandant si la structure et le fonctionnement du comité sont identiques dans toutes les communautés rurales de la zone du projet MCA au niveau du delta, le 1<sup>er</sup> vice président de la CR a proposé une rencontre d'harmonisation (entre : les communautés rurales concernées, le prestataire et le PACR) avec l'appui organisationnel du PACR. Le prestataire qui s'est montré ouvert à l'idée d'une telle rencontre a estimé que l'organisation devrait lui revenir en rapport avec le MCA.

➤ **Médiation**

Les avis sont favorables à la désignation d'un médiateur pour la résolution des conflits. Ce médiateur doit être un sage reconnu comme tel (de préférence, un ancien élu de la CR) et ayant capitalisé une longue expérience de gestion des conflits.

➤ **Païement des redevances hydrauliques**

Les avis sont unanimes sur le respect nécessaire du paiement des redevances liées à la maintenance des infrastructures hydrauliques, gage de la l'exploitation durable du domaine irrigué.

➤ **Affectation commune aux conjoints**

La proposition a suscité certains questionnements, à savoir : son application dans le cadre de la monogamie, les couples qui en profiteraient pour avoir de multiples affectations (affectation au couple et affectations individuelles, attributions dans des groupements).


### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Le prestataire a présenté la programmation des ateliers pour la suite du processus d'adaptation locale des principes et procédures d'affectation et précisé la méthodologie de travail (catégories ciblées, représentation par zone, mode organisation des ateliers, etc.).

Des dispositions ont été prises pour assurer une bonne communication entre le prestataire, le bureau du conseil rural et les coordinateurs des trois zones (zones POAS) de la CR. Le prestataire et les élus se sont accordés sur dates des ateliers : 07 juillet pour l'atelier de consultation et 14 juillet pour l'atelier de validation.

Seydou Camara  
Abdoul Aziz Sow

## Annexe : Liste des participants



**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

Date : 24/06/2011  
 Lieu : CR de GANDON

**LISTE DE PRESENCE**

Ordre du jour : Principes et procédures d'affectation des terres

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	N Baye Guize	conseiller	77727 67 62	
2	Moz. Mbaye	conseiller	77564 40 10	
3	Aboumahamad FAH	C R	77 318 27 89	
4	Aliou B	C R	77 234 37 61	
5	Abane Wade	P. Dommanale	77630 35 61	
6	Abdoul Joudou Diop	conseiller Rd Agriculture	77443 10 60	
7	FAH	C R. représentant des Femmes	77 314 07 87	
8	Mamadou Ndiaye	Président Groupement d'habitants	77 153 79 45	
9	Abibatou Ndiaye	Conseillère	77 527 85 31	
10	Brane Diop	Rdt com Environnement	77532 60 63	
11	Madiou Lamine Diop	Secrétaire et Recette	76 138 67 38	
12	Mamadou Aliou	C. R. Gandon	77 618 17 89	
13	Nouko. Sow	C. clouges	77 643 97 47	


**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

14	El Hadji Bissouma	Conseiller R. Gandon	77 273 61 07	
15	Moussa. Sow	A.T.E. CADA Gno	77557 45 50	
16	Mame Natty Ndaw	ASLON Gandon	77552 00 69 / 339625640	
17	Diouf Mbaye	Conseiller Rural Gandon	77 527 62 01	
18	Mamadou H. Baye	Conseiller Babacar S.	77309 35 63	
19	Fatou Top Wade	Conseiller R. gandon	77510 35 41	
20	Fady Ngom	PA CP		
21	Eddiop Diop	C. R. Gandon	77 504 18 77	
22	Mamadou Madi	Conseiller Rural Gandon	77964 98 10	
23	Saliou Diaw	Conseiller	77379 93 64	
24	Mamadou Diop	ex-PCR, Bénéficiaire Gno	77657 13 31	
25	Seydou Camara	FIT/CIRAD/SONED	77575 43 35	
26	Diouf Wane	Contrôleur qualité FIT/CIRAD/SONED	77 609 06 30	
27	Adama J. Sow	Expert Foncier FIT/CIRAD/SONED		
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				

**Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à GANDON du 24/06/2011**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE RONKH POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

Date : 28 juin 2011

Etaient présents :

- les élus, chefs de village, représentants des femmes, jeunes, éleveurs, agriculteurs (voir liste, en annexe)
- Prestataire : Seydou Camara (expert sociologue), Abdoul Aziz Sow (expert foncier), Elisabeth Ndew Diouf (assistante).

Lieu : Maison communautaire de **Ronkh**.

Sous la direction du premier vice président de la CR (Monsieur Naèdji Sow) la séance a commencé par la présentation de tous les participants. Les travaux se sont déroulés à travers l'ordre du jour suivant :

- 7) Présentation du programme MCA,
- 8) Présentation et discussion des propositions de principes et procédures d'affectation des terres,
- 9) Programmation.

### I – PRESENTATION DU PROGRAMME MCA

Le montant du financement, le cadre institutionnel, la nature des investissements dans la vallée (et particulièrement dans le delta), les tâches du groupement (les différentes enquêtes, le processus actuel de validation des propositions de principes) et celles de certains autres prestataires (BCEOM, AECOM) ont été exposés aux participants par la délégation du prestataire (Groupement FIT/CIRAD/SONED Afrique). Le prestataire a donné des explications sur les travaux techniques dans le delta (amélioration d'adducteurs et création de l'émissaire delta) et leurs impacts attendus.

### II - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE PRINCIPES ET DE PROCEDURES D'AFFECTATION

Le prestataire a, d'abord, rappeler le processus qui a conduit à la création (par arrêté sous préfectoral) le **comité technique d'appui à la sécurisation foncière**, son installation lors de la réunion du 08 juin 2011 à Ronkh, sa composition et le rôle qu'il doit jouer auprès du conseil rural.

Par la suite, les principes et procédures proposés par le MCA ont été présentés et discutés, point par point, à travers le canevas suivant :



Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les</li> </ul>



Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	réunions du Comité seront ouvertes au public.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

De manière générale, les intervenants ont souligné que dans la Communauté Rurale, on ne fait plus référence au droit coutumier ; l'occupation et l'exploitation des terres passent par la demande d'affectation au conseil rural qui procède à des délibérations à cet effet. Le conseil rural s'en tient à la loi sur le domaine national ; la loi doit être unique. Un élu (ancien PCR) a retracé l'évolution des affectations en disant qu'à une période (fin années 80 et années 90) ceux qui pouvaient se prévaloir de droit coutumier ont eu à régulariser la terre concernée ; dans la même période les investisseurs ont bénéficié d'affectations avec des conditions (permettre aux populations de disposer de l'eau grâce aux investissements réalisés) qu'ils ont très peu respectées. Il est aussi souligné la nécessité de toujours consulter les populations avant les décisions d'affectation.

### ➤ Bénéficiaires

Les discussions se sont orientées vers la détermination d'une grille générale des priorités d'affectation de terre. L'ordre de priorités suivant est ressorti :

- Habitants de la CR, titulaires de titres d'affectation ou ayant introduit une demande de régularisation ;
- Habitants de la collectivité locale ne disposant pas de terres mais ayant introduit une demande en la matière ;
- Investisseurs (PME / PMI) dont les projets peuvent avoir un intérêt pour la localité.

➤ **Groupes vulnérables**

La mesure proposée est acceptée par les participants qui suggèrent de prendre en compte, au titre de groupes vulnérables, les personnes du 3<sup>ème</sup> âge et les jeunes.

➤ **Facilités à accorder aux groupes vulnérables**

Les groupes vulnérables peuvent bénéficier de 3 ans de plus que le délai normal (2 ans), soit 5 ans.

➤ **Taille des affectations**

Les discussions ont abouti au consensus suivant en matière de superficies d'affectation en fonction des catégories d'affectataires :

- Maximum 5 hectares pour les individuel(le)s ;
- Maximum 50 hectares pour les GIE, GPF ;
- Pas de plafond pour les PMI/PME investisseurs, la taille des affectations dépendant des capacités de mise en valeur et des hauteurs d'investissements favorables à l'intérêt local.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION**

➤ **Le comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

La proposition est acceptée sous réserve que le comité ne se substitue pas à la commission domaniale. Il ne doit intervenir que sur demande du conseil

➤ **Ouverture des réunions du comité au public**

Le public peut assister aux réunions du comité, mais sans participer aux discussions.

➤ **Audit du comité technique**

L'audit est nécessaire et bienvenue.

➤ **Médiation**

La proposition est acceptée mais les conseillers ont proposé que ce soit un médiateur situé à un niveau régional et nommé par le médiateur de la république.

➤ **Obligation d'aménager la terre et paiement des redevances hydrauliques**

La proposition est acceptée. Elle connaît déjà une application au niveau de la collectivité locale, notamment avec « les aménagements de la SAED ».

➤ **Affectation commune aux conjoints**

La proposition a suscité certains questionnements, à savoir : son application dans le cadre de la monogamie, les couples qui en profiteraient pour avoir de multiples affectations (affectation au couple et affectations individuelles, attributions dans des groupements).


### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

De nombreuses interventions ont insisté sur le fait qu'en réalisant des aménagements, les affectataires outrepassent souvent la superficie allouée ; le POAS qui, à leur avis, devrait aider à apporter une solution à ce problème, n'est pas appliqué par défaut de moyens.

La question des limites de la CR est aussi revenue assez souvent dans les interventions ; un projet de GIC initié avec la Commune de Richard Toll est évoqué à cet égard.

Seydou Camara  
Abdoul Aziz Sow  
Elisabeth Ndew Diouf


## Annexe : Liste des participants


**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

Date: 28/06/2011  
 Lieu: Communauté rurale de Ronkh.

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	Faton Ndouck	Com. Ron.	77 319 39 00	
2	Talabo SARR	C. Ronkh Ronkh	77 618 82 94	
3	Yatima Dior	Conseiller rural	77 618 84 27	
4	Bouye Bismas Niass	CR	77 803 53 40	
5	BARA	CR	77 972 29 61	
6	Abdoul A. Ndiaye	Pdt. C. Ronkh Ronkh	77 483 98 09	
7	Samba Sarr	Elu	77 643 55 75	
8	Dioum Diouf	Elu	77 643 98 77	
9	MAK'DAO Lou	1 <sup>er</sup> vice Pdt.	77 511 21 84	
10	Abeyou ou Kane	Elu	77 286 68 03	
11	Amadou Ndiaye	Elu	77 790 79 72	
12	Jeypalou Diouf	chef d'arr. Ndiaye	77 556 60 26	
13	OU M A N Diouf		77 939 64 84	


**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

14	Malick Diello		455 69 22	
15	Abdoulaye Diop		77-298-83-63	
16	Abdoulaye Wade		77-374-54-60	
17	Alady Niang	Conseiller rural Ronkh.		
18	Caumbe Niang	OPF	76 889 59 11	
19	Caumbe Niang	comité consultatif Ronkh.	76 892 92 39	
20	Caumbe Niang	Elu	76 892 92 39	
21	Caumbe Niang	Elu	77 948 70 85	
22	Caumbe Niang	Elu	77 367 87 93	
23	Ndiaye Ndiaye	Représentant SAED	77-460-46-19	
24	Abdoulaye Sall	Elu	77-377-87-72	
25	OUSMANE DIAZ	Elu	77 664 13 25	
26	Abdoulaye Sall	Elu	77 308 87 31	
27	Souleymane Camara	FIT/CIRAD/SONED	77 922 40 05	
28	Amadou Sarr	Cultivateur	77 575 43 35	
29	Passimou Niang	CDL-b / Ronkh	76 841 06 82	
30	Yerim Mbarguick Mbarguick	Conseiller rural Ronkh	77 603 87 04	
31			77 541 15 29	
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				

**Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à RONKH du 28/06/2011**

## **COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNE DE ROSS BETHIO POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES**

Date : 23 juin 2011

Etaient présents :

- Les élus, chefs de quartier, représentants des femmes, jeunes, éleveurs, agriculteurs, SAED, CADL (voir liste, en annexe)
- Prestataire : Seydou Camara (expert sociologue), Abdoul Aziz Sow (expert foncier), Elisabeth Ndew Diouf (assistante).

Lieu : Mairie de **Ross Bethio**.

La réunion a été dirigée par l'adjoint du Maire de Ross Béthio (Monsieur Ndiga Fall).

Les travaux se sont déroulés à travers l'ordre du jour suivant :

- 10) Présentation du programme MCA,
- 11) Présentation et discussion des propositions de principes et procédures d'affectation des terres,
- 12) Programmation.

### **I – PRESENTATION DU PROGRAMME MCA**

Le montant du financement, le cadre institutionnel, la nature des investissements dans la vallée (et particulièrement dans le delta), les tâches du groupement (les différentes enquêtes, le processus actuel de validation des propositions de principes) et celles de certains autres prestataires (BCEOM, AECOM) ont été exposés aux participants par la délégation du prestataire (Groupement FIT/CIRAD/SONED Afrique). Le prestataire a donné des explications sur les travaux techniques dans le delta (amélioration d'adducteurs et création de l'émissaire delta) et leurs impacts attendus.

### **II - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE PRINCIPES ET DE PROCEDURES D'AFFECTATION**

Le prestataire a, d'abord, rappelé le processus qui a conduit à la création (par arrêté sous préfectoral) le **comité technique d'appui à la sécurisation foncière**, son installation lors de la réunion du 09 juin 2011 à Ross Bethio, sa composition et le rôle qu'il doit jouer auprès du conseil rural.

Par la suite, les principes et procédures proposés par le MCA ont été présentés et discutés, point par point, à travers le canevas suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</i></li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i></li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.</i></li> </ul>	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

Des discussions sur les propositions de principes d'affectation, il est ressorti ce qui suit.

### ➤ Bénéficiaires des affectations

La priorité des affectations est donnée aux habitants de la collectivité locale qui disposent d'une capacité de mise en valeur et qui s'acquittent des taxes municipales. Par ailleurs, on ne doit plus concevoir d'occupant de terre sans titre d'affectation ; ceux qui prétendent encore à un droit coutumier doivent chercher à le régulariser ; les non résidents qui remplissent les conditions fixées par le conseil peuvent bénéficier de la terre. Il a beaucoup été discuté des cas des résidents sans terre et des bénéficiaires d'affectation de l'ancienne CR qui n'ont pas été installés, sans qu'il n'y ait eu de priorité fixée entre les deux catégories.

### ➤ Groupes vulnérables

Il a été demandé d'ajouter les jeunes et les handicapés à la catégorie des groupes vulnérables, de retenir un quota de 20% pour les femmes et de prévoir aussi un quota pour les autres groupes vulnérables sans, cependant, préciser le pourcentage.

Concernant les éleveurs, un des présidents de l'ancienne CR de Ross Béthio a affirmé qu'ils ont bénéficié d'affectations qu'ils ont plutôt été utilisées pour l'agriculture. Sans nier cette affirmation, les éleveurs qui ont



lié le fait au manque d'informations et de moyens ont demandé que des terres leur soient affectées pour l'usage pastoral (cultures fourragères) et que des dispositions soient prises pour préserver les intérêts de l'élevage (voir chapitre III).

#### ➤ **PME et PMI**

Concernant cette catégorie de demandeurs de terre l'ordre des priorités est le suivant :

- ✚ Les PME/PMI de la collectivité locale,
- ✚ Ceux domiciliés ou résidents de la vallée,
- ✚ Ceux hors vallée.

#### ➤ **Taille des affectations**

Il est nécessaire de réguler la taille des affectations ; la proposition de 50 hectares est au-delà des capacités des individuels alors qu'elle est insuffisante pour les PME/PMI. Pour les tailles d'affectation, les critères sont les suivants :

- Maximum de 10 hectares pour les individuels,
- Jusqu'à 50 hectares pour les PME, les GIE et autres formes de groupements,
- Jusqu'à 100 hectares pour les grands industriels sous réserve qu'ils aménagent et redistribuent la moitié aux habitants de la collectivité locale.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFECTATION**

#### ➤ **Relations entre le conseil rural et le comité technique**

Les modalités de l'examen des dossiers de demande de terre par le comité technique doivent être précisées ; sinon le comité technique risque de mettre en cause la fonction de la commission domaniale. Il doit se prononcer uniquement sur des questions ponctuelles et sur demande du conseil rural ou de la commission domaniale.

#### ➤ **Caractère public des réunions du comité technique à la sécurisation foncière**

Le comité doit aborder des questions techniques et, pour ce faire, ses réunions doivent être restreintes pour garantir la qualité de son travail. Cependant pour certaines questions (par exemple, celles relatives à la gestion et au règlement des conflits) elles peuvent être publiques pour s'assurer de l'implication de la population dans leurs actions.

#### **Audit du comité technique**

L'audit est bienvenu et même, nécessaire.

#### **Institution d'un médiateur**

Le médiateur doit être une personne neutre et vertueuse, habitant la collectivité ; le rôle d'arbitrage existe déjà avec la commission des conflits.



### **Paiement des redevances et frais de maintenance**

Le paiement des redevances est une nécessité, mais le système de suivi et les moyens fait défaut pour faire respecter cette obligation.

### **Titre d'affectation commune aux époux**

La proposition est jugée inadaptée aux réalités locales : polygamie, difficultés (morcellement de la terre, par exemple) en cas de divorce, etc.; par conséquent son application ne peut être autorisée dans la commune.

## **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Les questions suivantes ont fait l'objet de nombreuses interventions :

- L'impact des travaux du MCA sur l'élevage – A cet égard, les réponses aux questions ont eu trait à la mise en œuvre de certaines dispositions des POAS déjà connues des éleveurs de la Commune (points d'eau à créer en compensation de l'obturation de pistes de bétail, etc.), au travail en train d'être fait dans le cadre du PAR (AECOM), à la nécessité de suivre les travaux pour proposer d'autres mesures d'accompagnement (ouvrages de franchissement/ponts sur les canaux), l'impact très positif de la réalisation de l'émissaire delta sur la santé du bétail (un certain nombre d'exutoires de drainage sur des dépressions naturelles seront éliminés), etc.
- La question de la prise en charge des dernières (nombreuses) affectations de l'ancienne CR de Ross Béthio du fait que :
  - Beaucoup de résidents qui n'avaient pas encore de terre ont été bénéficiaires de ces dernières affectations,
  - Les terres qui leur ont été affectées se trouvent maintenant dans les territoires des nouvelles CR (Diama et Nguith),
  - L'ancienne Communauté Rurale ne leur avait pas encore fait d'attestation et ne les avait pas installés au moment du changement administratif.

Seydou Camara  
Abdoul Aziz Sow  
Elisabeth Ndew Diouf

### Annexe : Liste des participants

Liste de présence

23/06/2011

GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

N°	Nom	Fonction	Numéro
1	Abou NDAO	SAED / Délégué de Daga	221 77 571 04 17
2	Seydou Camara	FIT/CIRAD/SONED	77 575 43 35
3	Abdou Aziz Sow	FIT/CIRAD/SONED	77 575 34 88
4	Ndiaye Fall	1 <sup>er</sup> Adh. Name	77 66 687 72
5	Oulène Attie	Commune Ross-Bethio/ROSS	77 569 39 28
6	Seydou Diou	Chef CAGL/NDA	77 576 60 26
7	IAT NIGUENE Cisse	APDC	77 379 17 00
8	El Hadjara Kamara	C.M	77 574 50 14
9	Barakha Touré	C.M	77 613 75 74
10	Barakha Saut	C.M	77 652 20 03
11	Acassane Di	C.M	77 732 23 47
12	Houssouf Kital	CM	77 633 09 07
13	Hamed Abdoulaye Diop	CM	77 680 99 02
14	Isma Ba	CM	77 618 98 97
15	Moussa Sow	Chef de quartier	77 228 96 72
16	Maama Sow dit Amadou	Chef de quartier Ayaké I	77 515 87 28
17	Moussa Ka	Eleveur	77 271 74 92
18	Drakhoum Di	CM	77 516 78 03
19	Issa Seye	CM	77 553 97 26
20	Makhouli Fall	CM	77 452 30 63

GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE  
 PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

21	Aloune Gays	Conseiller Municipal/RB	77 222 45 98
22	Fallou NDAO	C.M	77 301 26 24
23	NDEYE GAYE	Prte C GPP	77 563 27 03
24	Nogaye Gueye	C.M	77 241 23 36
25	Abdou Fall	C.M	77 577 99 44
26	Ally Wade Ciaye	C.M	77 325 25 41
27	Youssef Ndiaye	C.M	77 538 20 04
28	Abdoulaye Ndiaye	C.M	77 266 47 02
29	Abdoulaye Ndiaye	C.M	77 694 69 64
30	Abdoulaye Ba	C.M	77 566 78 03
31	Abdoulaye Diagne	C.M	77 118 64 80
32	Nay Di	Sec. Technique	77 384 99 38
33	Ndiaye Diop	Prte. Com. Urbanisme. R.D.	77 697 23 73
34	Abdou Fall		77 697 23 73
35	Hamadou Sow		77 124 18 72
36	Aloune Ndiaye		
37	Abdoulaye Ndiaye	Communication Trilat.	77 350 83 43
38	Aloune Sow	Conseiller Municipal	77 565 94 27
39	Cherif Ndiaye	FIT & G.	
40	Latyr Di	Gendarmerie	77 819 88 16
41			
42			
43			

Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à ROSS BETHIO du 23/06/2011

## **ANNEXE 4 : COMPTE RENDU DES ATELIER DE PRESENTATION DES PRINCIPES ET PROCEDURES DANS LES COLLECTIVITES DU SECTEUR DE PODOR (CR DE GUEDE VILLAGE, DE DODEL, DE GAMADJI SARE, DE NDIAYENE PENDAO ET COMMUNE DE PODOR)**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE GUEDE VILLAGE POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

Date : 05 juillet 2011

Etaient présents :

- Elus, chefs de village, agriculteurs, GPF, Représentants CORAD, Représentant de la SAED, animateurs du POAS, etc. (voir liste de présence en annexe)
- Prestataire : M. Abdoul Aziz SOW (Expert foncier) et Malick DIA (Assistant).

Lieu : Maison communautaire de **Guede Village**.

Les travaux ont débuté à 12H55 par le discours de monsieur le Président de la Communauté Rurale de Guede Village, M. Amadou M. BA, qui, après les salutations d'usage et le mot de bienvenue, a procédé par une brève présentation de l'ordre du jour et des travaux du MCA.

A la suite de ce discours, il a passé la parole à M. Abdoul Aziz SOW qui a détaillé le programme du MCA (les différents ateliers, les diverses enquêtes, le processus actuel de validation des propositions des principes et procédures, les travaux techniques ainsi que les différentes tâches du prestataire).

Ensuite l'ordre du jour suivant a été présenté :

- 1) **Présentation et discussion des principes et procédures d'affectation des terres**
- 2) **Autres questions**

### I - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DES TERRES

Mr. A. SOW a fait l'exposé des différents principes juridiques gouvernant l'affectation des terres et de la procédure actuellement à suivre. Il a ensuite présenté (exemples pratiques à l'appui) les diverses propositions du MCA. Les principes et procédures d'affectation ainsi que les différentes propositions du MCA ont été discutés point par point par les différents intervenants selon le tableau suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur :</b> <i>Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an</i>	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur (CDI - arrêté du PM) :</b> <i>délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.</i>	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Demande préalable d'affectation</i></li> <li>▪ <i>Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</i></li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</i></li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</i></li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</i></li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i></li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

Les débats ont été très longs et riches d'intérêt.

Pour ce qui est des détenteurs des droits fonciers et des groupes vulnérables, il n'y a pas eu de questionnement majeur. Le débat est devenu plus complexe lorsque le sujet des PME / PMI et autres investisseurs privés a été abordé. La notion de groupes vulnérables a été largement discutée, certains intervenants n'hésitant pas à rappeler que les détenteurs des droits fonciers sont également vulnérables tant qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires à la mise en valeur de leurs terres. Tous les intervenants ont cependant insisté sur le caractère communautaire et solidaire du foncier en rappelant par exemple que les groupes vulnérables et autres paysans sont avant tout des citoyens sénégalais qui ont droit aux terres du domaine national. Ils doivent, par conséquent, bénéficier des affectations de terres. Des différentes discussions, il ressort :

### **Détenteurs des droits fonciers**

La priorité leur est accordée d'un commun accord, certains n'hésitant toutefois pas à rappeler la vieille maxime qui veut que « charité bien ordonnée commence par soi même ».

### **Groupes vulnérables**

Tout le monde a admis la nécessité que les personnes vulnérables bénéficient d'affectation mais beaucoup ont trouvé trop élevés les 10% susceptibles d'être octroyés aux femmes. Si tous les intervenants ont reconnu le dynamisme des femmes de la vallée, leur rigueur de gestion et le fait que la quasi-totalité de l'aide au développement leur soit destinée, il reste que certains ont émis de sérieux doutes. Ils ont en rappelé que les femmes (dans cette localité, elles bénéficient toujours d'affectations), n'exploitent toutefois jamais correctement leurs parcelles. Contrairement à une idée reçue, ici, beaucoup de femmes sont des Joom Leydi, donc détentrices des droits fonciers et en plus, la femme hérite des terres de son mari. Après de longs débats, il a été retenu que 5% leur soient affectées.

### **Résidents de la CR sans terre**

Ils doivent bénéficier des affectations. C'est ce que tout le monde a dit, mais certains intervenants ont précisé leur avis en exposant que cela ne pourrait se faire que si les différents détenteurs des droits fonciers ont d'abord été comblés (la condition est qu'il y ait suffisamment de parcelles).

#### **PME et PMI**

Il y a eu beaucoup de questions sur la réalité, la hauteur et la consistance de leurs moyens. Il a été retenu, compte tenu de l'intérêt des populations, que des discussions seraient engagées avec les entreprises intéressées (qu'elles soient dans la vallée ou non) sur les modalités de leur intervention et surtout sur les questions de délai, tout le monde estimant qu'ils ne sauraient rester définitivement.

#### **Exemptions et dispenses spéciales**

Un délai de 5 ans a été unanimement accepté au profit des groupes vulnérables.

#### **Taille des parcelles**

Il a été retenu qu'un individu ne pourrait dépasser 5 hectares et selon ses capacités de mise en valeur. Aucun GIE quelle que soit sa taille et ses moyens, ne pourra dépasser le seuil de 20 hectares.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION**

#### **Comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

Diverses questions ont été posées relatives à ses compétences et à son champ d'action, surtout par rapport au Conseil rural et à la Commission domaniale. Toutes explications ont été données.

#### **Ouverture des réunions du comité au public**

Cette proposition a été bien accueillie. Il n'y a pas eu de débats.

#### **Audit du comité technique**

Tout le monde est d'accord. Il y va de la transparence locale, ont rappelé les intervenants.

#### **Redevances hydrauliques**

Idee bien accueillie même si certains intervenants ont abordé le problème de la qualité des aménagements hydrauliques.

#### **Titres d'affectation conjoints**

Cette proposition a été rejetée par l'ensemble des intervenants qui ont brandi des arguments techniques, les mariages étant coutumiers et psychosociologiques.



### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Présentation des ateliers des 19 et 21 Juillet 2011  
Eclaircissements, remerciements, etc.

Fin des travaux a 16H10

Dr Abdoul Aziz SOW  
Mr Malick DIA

**Annexe : Liste des participants**

**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
**PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE**

Dr. Abdoul Aziz Saw  
Malick DIA

Date: 05 juillet 2011  
Lieu: Guède Village

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	Omar Fadiou	Resp PACLSAED	773583319	[Signature]
2	Amadou Alimou BA	Co-Président	775372640	[Signature]
3	Mamadou Farka Amara	Conseiller	776589041	[Signature]
4	Stéphane Tall	FE Gning ngalako	775620256	[Signature]
5	Abdoul Alimou BA	Conseiller rural	771065817	[Signature]
6	Harouna Diack	Conseiller rural	779168707	[Signature]
7	Amadou Issa BA	Conseiller rural	775743872	[Signature]
8	Amadou Ibrahim Diack	Conseiller rural	775436050	[Signature]
9	Amadou A. Pawa	P.K. M. & F. Kaysine	772511075	[Signature]
10	Chrysostome Ly	Conseiller rural	776435729	[Signature]
11	Pharmacie Filye Ball	Chef de village	77339139	[Signature]
12	Pharmacie Amadou Ball	S.G. APG	777226504	[Signature]
13	Silvère Dieme	Pdt APG	775178168	[Signature]
14	Mamadou Amadou Ball	Conseiller rural	779907169	[Signature]
15	Hamadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
16	Amadou SIBS BA	Conseiller rural	774312250	[Signature]
17	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
18	El Hadji Diack BA	Conseiller rural	774312250	[Signature]
19	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
20	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
21	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
22	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
23	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
24	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
25	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
26	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
27	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
28	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
29	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
30	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
31	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
32	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
33	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
34	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
35	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
36	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
37	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
38	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
39	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
40	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
41	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
42	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
43	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
44	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
45	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
46	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
47	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
48	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
49	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
50	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
51	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
52	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
53	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
54	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
55	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
56	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
57	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
58	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
59	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
60	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
61	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]
62	Amadou	Conseiller rural	774312250	[Signature]

**Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à GUEDE VILLAGE du 05/07/2011**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE DODEL POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

Date : 06 juillet 2011

Etaient présents :

- Elus, chefs de village, CNCR, animateurs du POAS, GPF, Représentants de GIE, etc., (cf. liste de présence en annexe)
- Prestataire : M. Abdoul Aziz SOW (Expert foncier) et Malick DIA (Assistant).

Lieu : Hôtel communautaire de **Dodel**

Les travaux ont démarré à 11H07 par un discours du 1<sup>er</sup> vice- Président de la Communauté Rurale de Dodel, M. Amadou Abou Ba, qui a expliqué la présence du MCA dans la localité, les différents travaux (enquêtes, cuvettes d'AERE LAO, de SINTHIOU, de NDIOM, ateliers, travaux techniques, etc.). Il a ensuite exposé l'ordre du jour de la rencontre. Ensuite il a procédé par une explication détaillée du rôle des comités techniques, du CADL et présenté l'ordre du jour. La parole a ensuite été passée à M. SOW qui a explicité l'ordre du jour et a présenté les principes et règles juridiques gouvernant l'affectation des terres ainsi que les différentes propositions.

Après échanges sur divers sujets (qui doit bénéficier des affectations, quelle est la nature de ses droits, comment les faire respecter ?), l'ordre du jour suivant a été présenté :

- 3) **Présentation et discussion des principes et procédures d'affectation des terres**
- 4) **Autres questions**

### I - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DES TERRES

Mr. A. SOW a fait l'exposé des différents principes juridiques gouvernant l'affectation des terres et de la procédure actuellement à suivre. Il a ensuite présenté (exemples pratiques à l'appui) les diverses propositions du MCA. Les principes et procédures d'affectation ont été discutés point par point par les différents intervenants selon le tableau suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

### Bénéficiaires cibles (toddaabe)

Le prestataire a explicité les différents principes et a insisté sur le sens des notions de priorité, groupes vulnérables, délai de mise en valeur, exemptions, CDI, etc. Les principes ont été longuement débattus par les différents protagonistes. Certains ont souligné que les critères de vulnérabilité ne sont pas précis parce que, dans cette localité, les détenteurs de droits sont à la fois les éleveurs et les paysans. "*Nous sommes à la fois les éleveurs, les paysans et les groupes vulnérables*" a martelé l'un d'entre eux.

Diverses questions ont été soulevées au sujet des entreprises privées : est ce qu'il y aura de la place pour elles, ne vont-elles pas (vu l'importance de leurs moyens) s'accaparer de toutes les terres, quelle sera la durée de leur présence ?

D'autres intervenants ont souligné que ces entreprises peuvent contribuer à la création d'emploi (golle) pour la jeunesse, favoriser, pour ainsi dire, le désenclavement de certaines localités et qu'il n'est pas, pour cette , judicieux de les écarter. Il a été retenu :

#### ▪ Détenteurs des droits fonciers

C'est à eux que la priorité a été accordée d'un commun accord. Certains intervenants sont largement revenus sur l'importance des joom leydi en précisant par exemple que sur 11 villages seuls 3 concentrent le nombre le plus élevé de terres et ont rappelé des exigences de justice sociale distributive.

#### ▪ Groupes vulnérables

Tout le monde est d'avis qu'ils doivent bénéficier des affectations. Ces derniers viennent juste après les détenteurs même si certains ont posé la question de savoir si, compte tenu de l'importance des détenteurs

des droits fonciers (joom leydi), il y aura de la place pour eux. Tout le monde est d'accord pour que 10% soient affectés aux femmes. Certains ont même jugé ce chiffre insuffisant compte tenu du dynamisme des femmes et ont proposé 50%. Beaucoup d'entre eux ont proposé 15%. Mais ce qui a surtout attiré l'attention, en plus du fait que beaucoup de femmes sont chefs de ménages, c'est que les femmes ne veulent plus qu'on leur attribue des parcelles dans ce qu'elles ont appelé les "drainages", comme ce fut le cas lors des précédents aménagements. Elles ont rappelé qu'elles ne pratiquaient pas que le maraîchage mais qu'elles peuvent et veulent faire de l'agriculture et par conséquent, ont besoin de parcelles qui puissent être exploitées à cette fin.

- **Les résidents de la CR (bandiraabe badiibe)**

Ce point n'a pas appelé de longs commentaires. Avant de penser aux autres, la morale veut que les siens, les proches, donc les voisins immédiats et les résidents soient satisfaits. La terre d'un résident absent de la localité pourrait être affectée à un autre jusqu'à son retour.

- **PME et PMI**

Les différents intervenants n'ont pas rejeté l'idée d'accorder des affectations aux entreprises quelle que soit leur origine. Mais cela ne serait possible qu'après une discussion claire sur les conditions et les modalités de l'exploitation, sur la question du délai ainsi que les retombées pour la collectivité.

## **Exemptions et dispenses spéciales**

Cette proposition a suscité beaucoup de commentaires. Certains ont souligné qu'à partir du moment où l'on peut bénéficier d'une terre, on doit l'exploiter (huutorde). Sinon, quelle serait la pertinence de la demande ? Les tenants de cette thèse ont estimé que dans les aménagements publics, tout le monde [vulnérable (dolofo) comme détenteurs de terres (joom leydi)] doit être sur le même pied. Pour les privés, une exemption de 3 ans a été unanimement adoptée.

## **Taille des parcelles**

A ce sujet, des questions ont été posées sur les modalités de la répartition: est-ce par famille (joom foyre) ou par individu (gooto gooto) ?

Les intervenants ont attiré l'attention sur les problèmes et litiges interminables que poserait le partage par famille. Il a été retenu à l'issue des débats, qu'un individu ne pourrait disposer d'une parcelle de plus d'un (01) hectare. Pour les GIE, la taille dépendrait du nombre de ses membres et de ses moyens mais aucun GIE ne pourrait bénéficier de plus de vingt (20) hectares.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION**

### **Comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

A ce sujet, des questions relatives aux compétences, à la composition et aux champs d'action (par rapport au Conseil rural et à la Commission domaniale) ont été posées par plusieurs intervenants. A la suite des débats et des explications, l'existence du Comité a été unanimement admise.

#### **Ouverture des réunions du comité au public**

Certains intervenants se sont interrogés sur les modalités de diffusion de l'information et ont déploré l'absence de Radio communautaire. Comment les populations accéderont-elles à l'information la plus large possible sur la tenue des rencontres du comité ? Qui garantit que la population sera au courant des réunions ?

#### **Audit du comité technique**

Tout le monde est d'accord. Quand on a peur d'être contrôlé, on rappelle les intervenants, c'est qu'on ne fait pas bien son travail.

#### **Médiateur des conflits**

Des risques de chevauchements, d'empiètement sur les compétences de la Commission de médiation des conflits et d'incohérence ont été évoqués. Compte tenu des exigences de proximité, le choix se porterait sur le Président de la Commission de médiation des conflits.

#### **Redevances hydrauliques**

Idée bien accueillie. Mais la majorité des intervenants a demandé une dispense pour la première année.

#### **Titres d'affectation conjoints**

Cette proposition a été jugée pertinente surtout par les élus qui ont tous estimés qu'elle pourrait constituer une bonne politique d'incitation à l'inscription, l'enregistrement et la régularisation des mariages mais ont évoqué les difficultés d'application, les mariages étant célébrés coutumièrement. Les femmes aussi ont bien accueilli l'idée mais ont exigé l'option pour le régime de la communauté des biens et la monogamie. Et, la question qui a animé la réunion était celle de savoir que faire en cas de divorce.

### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Présentation de l'atelier du 20 Juillet 2011  
Harmonisation des bureaux POAS, création d'un seul bureau.

Fin des travaux à 14H50

Dr Abdoul Aziz SOW,  
Mr Malick DIA



## Annexe : Liste des participants

**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
**PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE**

Ch. Abdoul Aziz Sow Date: 06/07/2011  
Ch. Malick Dia Lieu: CR Dodel

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	Harouna Amadou	secrétaire	0022241534623	
2	Bocar Diallo	notable	773184383	
3	Ousmane Hatlick Ndiaye	chef de village	774384946	
4	Baby Amadou Diallo	chef de village	778001813	
5	Abdoullahi Amadou	conseiller notaire	772610928	
6	Amadou Barysou Sow	conseiller notaire	775461677	
7	Abou Hamidine Diop	conseiller notaire	775617452	
8	ABDOLAYE Sack	conseiller notaire	77592810	
9	Aliou Hamath Ndiaye	chef de Dava	777414223	
10	Amadou Sall	notable	775013519	
11	Binta Ndaw	GPF Thiabaga	77505473569	
12	El Hadji Mamadou	chef de village	7758782	
13	Saleya Dia	conseiller	775392237	
14	Samba Rocky Dia	R.G.E	775188024	
15	Mamadou Ly	Personne ressources	775720042	
16	Mamadou Samba Sall	Personne ressources	774114582	
17	Abdoulaye	notaire	775322475	
18	Mamadou Dia	notaire	774252170	
19	Hamadou Gaïda Sall	membre du comité	772375453	
20	Gagou	Président groupement	776300842	
21	Alissa Silamou Thiou	membre du conseil	779317274	
22	Hamadou Dialla Sall	membre du conseil	771567165	
23	Thiella Bourbou Thiou	GPF Dodel	774164414	
24	Fatimata Amadou Dia	GPF Dodel	776510592	
25	Alfira Ndiaye	conseiller	776305940	
26	Hamadou Ba	chef de village	775204434	
27	Amadou Abdoulaye Sall	conseiller	775528709	
28	Hamidou Ndiaye Diallo	Personne ressources	775742162	
29	Hamadou Kamata Ba	conseiller	774163770	
30	Hamadou Ndiaye	notaire	774163770	
31	Hamadou Aliou Ba	conseiller	774163770	
32	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
33	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
34	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
35	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
36	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
37	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
38	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
39	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
40	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
41	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
42	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
43	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
44	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
45	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
46	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
47	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
48	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
49	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
50	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
51	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
52	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
53	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
54	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
55	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
56	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
57	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
58	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
59	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
60	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
61	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
62	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
63	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
64	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	
65	Alfira Ndiaye	P.C.C	775357897	

**Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à DODEL du 06/07/2011**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE GAMADJI SARE POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

Date : 07 juillet 2011

Etaient présents :

- Elus, chefs de village, CNCR, animateurs du POAS, GPF, représentants de GIE, etc., (cf. liste de présence en annexe)
- Prestataire : M. Abdoul Aziz SOW (Expert foncier) et Malick DIA (Assistant).

Lieu : Maison communautaire de **Gamadji Sare**

Les travaux ont démarré à 11H 35 par le mot du Président de Communauté Rurale, M. Thierno Kalidou NDIAYE, qui a exposé l'ordre du jour, présenté le MCA et les différents travaux d'études que celui-ci mène depuis quelques mois (l'aménagement des cuvettes de Wowa et de Gamadji). Il a fait état des précédentes rencontres avec les partenaires et a expliqué la deuxième phase portant sur les principes et procédures d'affectation des terres. Il a rappelé que l'objectif saillant du partenaire est d'aider à la répartition sans conflit et sans problèmes des terres.

M. SOW a ensuite, après les salutations d'usage, exposé le processus de la sécurisation foncière et les propositions du MCA qui, rappelle-t-il sont guidées par le souci de la lutte contre la pauvreté (baasal) et pour le sous-développement économique.

Ensuite l'ordre du jour suivant a été présenté :

- 5) **Présentation et discussion des principes et procédures d'affectation des terres**
- 6) **Autres questions**

### I - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DES TERRES

Mr. A. SOW a fait l'exposé des différents principes juridiques gouvernant l'affectation des terres et de la procédure actuellement à suivre. Il a ensuite présenté (exemples pratiques à l'appui) les diverses propositions du MCA. Les principes et procédures d'affectation ainsi que les différentes propositions du MCA ont été discutés point par point par les différents intervenants selon le tableau suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	<p>Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)</p> <p>Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet</p> <p>Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée</p> <p>Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée</p>
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	<p>Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.</p> <p>La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.</p> <p>Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha</p>
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Demande préalable d'affectation</li> <li>■ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Conclusion de la procédure par la délimitation</li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<i>précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
<i>- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.</i>	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

A ce sujet, les notions de principes (**nanandiral**) et procédures (**laabi, boli**) et de propositions (**miijo**) ont été clairement expliqué aux auditeurs. Ces actions ont par la suite été discutées et débattues point par point selon le tableau ci-dessus.

### Cibles (toddaabe)

Le prestataire a expliqué le sens des mots « *détenteur* » (**joom leydi**) qu'il soit formel (**joom kahit**) ou coutumier (**aada e cosaan**), « *groupes vulnérables* » (**doofolo**), des « *résidents sans terre* », « *entreprises (PME / PMPI)* », etc. Il a présenté les différentes propositions et les débats ont commencé.

Les intervenants ont tous salué la démarche participative du MCA. Certains se sont livrés à une critique en règle des **joom leydi** (détenteur des droits) en soulignant que leur statut devait être redéfini car il ne doit être reconnu qu'à celui qui a sa terre dans la localité et qui l'exploite (**kuutortoodo**). Sinon, on doit l'attribuer aux résidents démunis (**bandiraabe badiibe**). Plusieurs détenteurs ne connaissent plus les limites de leurs terres car ils n'y ont pas mis les pieds depuis des années. S'il a été très facile de réserver une place aux groupes vulnérables et autres résidents sans terre, (en raison entre autres, du caractère communautaire, social et même mystique des droits fonciers) il reste la question des PME, PMI et autres entreprises privées qui s'est révélée relativement complexe. Les tendances suivantes sont ressorties des débats :

### Détenteurs des droits fonciers

La priorité leur est accordée d'un commun accord. Certains se sont même demandés ironiquement qui doit bénéficier d'affectation : ne sont-ils pas ceux qui, depuis des siècles, en disposent dans la localité ?

### Groupes vulnérables (doofolo)

Tout le monde a admis que si les terres appartiennent aux détenteurs des droits fonciers, il reste que l'argent destiné aux aménagements appartient à tous les Sénégalais. Les groupes vulnérables doivent donc bénéficier des affectations, d'autant plus qu'il y a assez d'espace pour tout le monde. Il faut que les femmes en bénéficient car elles ramènent tout au foyer. D'autres ont estimé que seules les femmes travaillent bien la terre et ont trouvé les 10% insuffisants et ont proposé 20%. Certains ont demandé 15% mais tous sont d'accord sur le fait que les femmes doivent avoir au moins 10%.

### Les résidents de la CR (hodbe e nokku he)

Il a été retenu qu'ils doivent être satisfaits avant un autre, un étranger par exemple (**janano**).

### PME et PMI

Pour l'intérêt de la population (**nafoore fof en**), il a été décidé que des négociations doivent être engagées avec elles à travers des discussions sur les modalités de leur exploitation, les délais et les retombées pour la communauté.

### Exemptions et dispenses spéciales

Après de longues explications sur la mise en valeur prévue par la loi sur le domaine national et la CDI (**mojin gol**), les intervenants ont rappelé l'exigence de l'exploitation de la terre (**mojin de**). Ils ont rappelé que quand on est affectataire d'une parcelle, c'est pour qu'on la mette en valeur. Ils ont rappelé que certains détenteurs n'exploitent jamais leurs parcelles et ont plaidé pour que de telles pratiques cessent le plus rapidement possible. Ils ont aussi attiré l'attention sur le fait que certaines personnes ne disposent pas de terres (qui rentrent donc selon les critères du MCA dans la catégorie des vulnérables), ont souvent des moyens importants et ne sont pas, pour cette raison, moins vulnérables que les détenteurs. D'autres ont cependant estimé qu'affecter une parcelle à un vulnérable sans lui alléger les conditions de mise en valeur c'était comme si on ne lui donnait rien. Il a été retenu qu'un délai de 3 ans supplémentaires leur doit être accordé.

### Taille des parcelles

Beaucoup de questions ont été posées sur les modalités du partage : est ce par famille (**joom foyre**) ou par individu (**gooto gooto**) ? Quel sort faut-il réserver aux GIE ? Après les éclaircissements, il a été retenu qu'un individu ne pourrait bénéficier de plus de un (01) hectare. Le risque d'une ruée vers les GIE a été avancé mais la CR connaissant les capacités financières de chacun, il a été donné le soin d'apprécier. Toutefois, aucun ne pourra dépasser le seuil des vingt (20).

## 2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION

### Comité technique d'appui à la sécurisation foncière

Après lecture de l'arrêté qui a conduit à la création du Comité, sa composition, ses pouvoirs de recommandation (**wasiyaade**), ce point a été adopté sans problème.

### **Ouverture des réunions du comité au public**

Cette proposition a été bien accueillie. Il n'y a pas eu de débats.

### **Médiateur des conflits**

Cette proposition a été unanimement admise. Il faut toujours prévoir un recours (**goytordo**) en cas de problème. C'est l'Imam Thierno Mamadou Ndioumbe DIALLO qui a été désigné.

### **Redevances hydrauliques**

Les intervenants se sont interrogés sur la qualité des aménagements mais tous ont reconnu la nécessité et ont accepté la sanction prévue en cas de non paiement.

### **Titres d'affectation conjoints**

Cette proposition n'a pas été écartée pour des raisons liées entre autres, à la sécurité juridique et l'incitation à l'inscription des mariages. Certains ont demandé la levée de l'exigence du certificat de mariage mais la majorité l'a admise du fait de son caractère facultatif.

## **II – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

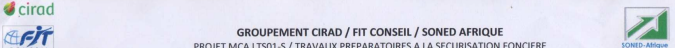
- ✓ Annonce des ateliers des 21 et 28 Juillet 2011 sur les zones et la validation des propositions,
- ✓ Le problème du champ de Gamadji Sare remis à Guede Village,
- ✓ La question de la délimitation des frontières des communautés rurales,
- ✓ Demande du PCR d'inviter les cadres villageois aux futurs ateliers,
- ✓ Aménagements du MCA, etc.

Fin des travaux à 15H00

Dr Abdoul Aziz SOW  
Mr Malick DIA



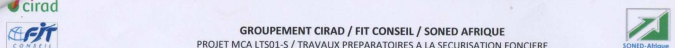
## Annexe : Liste des participants


  
**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
**PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE**

Date: 07 juillet 2011  
 Lieu: Maison Communautaire de Gamadji Sare

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	Assate M'oukile BO	Gesante COBA	77722 87 89	AS
2	Kalidou Amin BA	conseil rural	77 567 36 24	KL
3	Kalidou Bida Sow	conseil rural	77652 48 45	KL
4	Haroldino Ousmane BA	conseil rural	77103 98 08	HO
5	Souleymane Sall	conseiller rural	77222 79 93	SS
6	Simar Nandou Sira	conseiller	77948 29 91	SN
7	Sidy Ly	chef de village Kikou	77563 48 35	SL
8	Lagodon Diello	chef de village Kikou		LD
9	Mohamadou Diello	Notable	77556 14 46	MD
10	Moukoko Mousa Mout	chef de village Thierno	77247 62 47	MM
11	Moukoko Mousa Mout	conseiller	77567 74 27	MM
12	Moukoko Mousa Mout	conseiller	77557 38 45	MM
13	Khalidou Mousa Mout	Notable	77892 76 65	KM


  
**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
**PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE**

14	Moukoko Mousa Mout	conseiller	77157 83 85	MM
15	Moukoko Mousa Mout	conseiller	77615 90 87	MM
16	Moukoko Mousa Mout	conseiller	77650 26 99	MM
17	Aliou Samba BA	PCP	77554 53 85	AS
18	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
19	Aliou Samba BA	PCP	77632 76 78	AS
20	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
21	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
22	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
23	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
24	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
25	Aliou Samba BA	PCP	77652 48 48	AS
26				
27				
28				
29				
30				
31				
32				
33				
34				
35				
36				
37				
38				
39				
40				
41				

Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à GAMADJI SARE du 07/07/2011



## COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNAUTE RURALE DE NDIAYENE PENDAO POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES

**Date : 04 juillet 2011**

**Etaient présents :**

- Elus, ASCOM, chefs de village, exploitants, GPF, Représentant de la SAED, animateurs du POAS, etc.  
 (Cf. liste de présence en annexe)
- Prestataire : M. Abdoul Aziz SOW (Expert foncier) et Malick DIA (Assistant).

**Lieu :** Maison communautaire de **Ndiayene Pendao**

Les travaux ont démarré à 11 H30 sous la direction du 1<sup>er</sup> vice président de la Communauté rurale (M. Ibrahima LY) qui, dans un discours bref, a procédé par une présentation de l'ordre du jour, du programme du MCA et de l'expert foncier. Ensuite le prestataire a pris la parole et, après de brèves salutations, a exposé à son tour l'ordre du jour et diverses informations utiles sur le programme du MCA. Trois points essentiels ont été retenus:

- 7) **Présentation du programme MCA,**
- 8) **Présentation et discussion des propositions de principes et procédures d'affectation des terres,**
- 9) **Présentation de la programmation des activités ultérieures.**

### **I – PRESENTATION DU PROGRAMME MCA**

M. Abdoul Aziz SOW a rappelé les différents objectifs du MCA, la nature des investissements dans la vallée. Il a rappelé les différentes rencontres déjà déroulées et celles à venir, des explications sur les travaux techniques à réaliser ainsi que sur leurs impacts.

### **I - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DES TERRES**

Mr. A. SOW a fait l'exposé des différents principes juridiques gouvernant l'affectation des terres et de la procédure actuellement à suivre. Il a ensuite présenté (exemples pratiques à l'appui) les diverses propositions du MCA. Les principes et procédures d'affectation ont été discutés point par point par les différents intervenants selon le tableau suivant :

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur :</b> <i>Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an</i>	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur (CDI - arrêté du PM) :</b> <i>délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.</i>	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les réunions du Comité seront ouvertes au public.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</li> </ul>	

Extrait de la Loi sur le Domaine national Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
- Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.	

## 2.1 PRINCIPES D'AFECTATION

### Les groupes bénéficiaires

Après de nombreuses questions sur le champ et les procédures d'application des mesures (portent- elles sur les terres ayant déjà fait l'objet d'affectation par le CR, faut-il nécessairement disposer d'un titre régulier ?), la priorité a été accordée aux détenteurs des titres.

L'unanimité s'est dégagée sur les points suivants :

- Les Détenteurs des droits fonciers (Joom leydi) qu'ils soient bénéficiaires d'une affectation ou non
- Les groupes vulnérables habitant la CR
- Tout résident intéressé.

Aucune place n'a été faite aux investisseurs privés. Presque tous les intervenants ont écarté la possibilité d'affectation de terres aux privés. Plusieurs raisons ont été avancées. Au motif de l'importance des moyens financiers des privées, beaucoup ont émis l'idée du risque d'accaparement des terres. Deux personnes seulement (le 1<sup>er</sup> vice président Ibrahima Ly et la 2<sup>eme</sup> vice présidente du CR Mme Marieme Ba) ont reconnu vouloir accueillir les entreprises privées mais soulignent la non disposition d'espace.

### Groupes vulnérables

Cette notion a été longuement discutée. Certains ont attiré l'attention sur le fait que même un détenteur de droits fonciers (un joom leydi) peut rentrer dans cette catégorie s'il n'a pas les moyens de mise en valeur et d'exploitation de ses terres. Pour les autres catégories comme les paysans sans terre, les handicapés, les femmes, etc., tout le monde est d'accord pour leur affecter des terres mais après les détenteurs des droits.

Certains ont cependant proposé que les groupes bénéficient en premier des . Il y a eu unanimité sur les 10% susceptibles d'être alloués aux femmes. Certains l'ont même trouvé insuffisant eu égard au dynamisme et à la compétence de gestion des femmes et ont proposé 20%.

#### **Résidents sans terre**

Compte tenu du caractère communautaire de la terre, il a été recommandé qu'ils introduisent une requête au CR aux fins d'une affectation.

#### **PME et PMI**

Pour les raisons exposées plus haut (cf. Groupes cibles), il a été décidé qu'ils ne pourraient bénéficier d'affectation.

#### **Exemptions et dispenses spéciales aux groupes vulnérables**

Cette proposition a été acceptée par les présents mais le délai retenu est de 2 ans

#### **Taille des parcelles**

A ce niveau, il a été retenu, après de longs débats, que la distribution se fasse par village et que chaque village fixe un seuil compte tenu des capacités de mise en valeurs, du nombre des membres de chaque GIE et moyens financiers et techniques.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFECTATION**

#### **Le comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

Après de nombreuses questions sur la nature juridique de ce comité, ses pouvoirs par rapport au CR, tout le monde a reconnu sans réserve la pertinence d'une telle structure et est favorable à sa mise sur pied.

#### **Ouverture des réunions du comité au public**

Tout le monde y est favorable.

#### **Audit du comité technique**

Cette proposition a été acceptée sans commentaire.

#### **Médiateur des conflits**

L'idée a été bien accueillie et les différents intervenants ont émis le souhait qu'il soit proche des populations c'est-à-dire, entre autres, que l'éventuel plaignant n'éprouve aucune difficulté pour le rencontrer et qu'il soit indépendant du Comité technique et du CR. Le choix a porté sur l'ASCOM (Mamadou Oumar Diallo).

#### **Obligation d'aménager la terre et paiement des redevances hydrauliques**

Les intervenants ont, après avoir discuté de l'état souvent défaillant des aménagements hydrauliques, reconnu le bien-fondé de cette proposition et sont d'accord pour que la terre soit retirée pour non paiement des redevances.

#### **Titres d'affectation conjoints**

Cette idée a été rejetée par tous les intervenants qui ont posé la question de l'absence de certificat de mariage mais surtout de ses impacts sur la stabilité des couples et les éventuels divorces qui peuvent en résulter.

### **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Le 1<sup>er</sup> vice président de la Communauté rurale a insisté sur la pertinence des propositions du MCA et a souhaité qu'ils soient utilisés par le CR dans le cadre de ses diverses opérations d'affectation à venir

Abdoul Aziz SOW  
Malick DIA

**Annexe : Liste des participants**

**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
**PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE**

Date: 12.04.07.2011  
Lieu: Hotel Communautaire de Ndiayene Pendao

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	IBRAHIMA Ly	AS Vice PCP	77 561 74 84	
2	EPHADJ Khouna Ndiay	Pdt. am. Planification	77 573 69 83	
3	Mochar Sins	membre Gn. de conseil	77 367 11 06	
4	Boudy Moussa Sow	" " "	77 111 42 45	
5	Mamadou Dumar Diallo	AS Sec	77 406 86 82	
6	Mamadou Tall	Ex Porteur Agricul	77 374 74 89	
7	Mamadou Ndiaye	Pdt am. Education	77 523 30 66	
8	Amadou Ardo S. Diallo	Pdt coopération Agric.	77 549 04 55	
9	Saïdou Mamadou Sow	Pdt CL COP	77 647 68 49	
10	Marième BA	AS Vice Pdt PCP	77 565 88 02	
11	Kaolata Salif BA	membre con. sociale	77 543 60 67	NN
12	Mamadou S. Diallo	Pdt am. Hydr.	77 603 74 88	
13	Ibrahima BA	Pdt am. d'animation	77 605 65 46	
14	Mamadou Amadou BA	chef de village de Ndiayene	77 528 85 63	
15	Diakane BA	conseiller Rural	77 352 43 40	
16	Hadiou Abdou Ly	am. am. en C. de Ndiayene	77 165 68 24	
17	Abdou Diallo	con. social	77 433 87 93	
18	Amadou BA	con. social	77 510 33 46	
19	Salif BA	" "	77 641 06 43	
20	Hadiou Sow	C.V. Ndiayene	77 528 47 91	
21	Mamadou Amadou	conseiller Rural	77 22 77 25 4	
22	Diakane Hissou	conseiller Rural	77 62 77 25 4	
23	Diakane Hissou	conseiller Rural	77 62 77 25 4	
24	Diakane Hissou	conseiller Rural	77 62 77 25 4	
25	Diakane Hissou	conseiller Rural	77 62 77 25 4	
26	Diakane Hissou	conseiller Rural	77 62 77 25 4	
27	Mamadou Ndiayene	Pdt am. Finances	77 555 83 31	
28	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
29	Mamadou Diallo	con. social	77 535 14 60	
30	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
31	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
32	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
33	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
34	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
35	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
36	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
37	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
38	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
39	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
40	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
41	Amadou Badi Sow	C.V. Ndiayene	77 533 58 26	
42	Mamadou Amadou	con. social	77 555 83 31	
43	J. Sins	conseiller	77 352 43 40	
44	Amadou	con. social	77 528 85 63	
45	Amadou	con. social	77 528 85 63	
46	Amadou	con. social	77 528 85 63	
47	Amadou	con. social	77 528 85 63	
48	Amadou	con. social	77 528 85 63	
49	Amadou	con. social	77 528 85 63	
50	Amadou	con. social	77 528 85 63	
51	Amadou	con. social	77 528 85 63	
52	Amadou	con. social	77 528 85 63	
53	Amadou	con. social	77 528 85 63	
54	Amadou	con. social	77 528 85 63	
55	Amadou	con. social	77 528 85 63	
56	Amadou	con. social	77 528 85 63	
57	Amadou	con. social	77 528 85 63	
58	Amadou	con. social	77 528 85 63	
59	Amadou	con. social	77 528 85 63	
60	Amadou	con. social	77 528 85 63	
61	Amadou	con. social	77 528 85 63	
62	Amadou	con. social	77 528 85 63	

**Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à NDIAYENE PENDAO du 04/07/2011**

## **COMPTE RENDU DE LA REUNION INTRODUCTIVE TENUE DANS LA COMMUNE DE PODOR POUR L'ETUDE DES PRINCIPES ET PROCEDURES D'AFFECTATION DE TERRES**

Date : 08 juillet 2011

Etaient présents :

- Elus, chefs de quartiers, Représentant de la SAED, GPF, Représentants de GIE, etc., (cf. liste de présence en annexe)
- Prestataire : M. Abdoul Aziz SOW (expert foncier) et Malick DIA (assistant).

Lieu : Ecole Racine Cheikh SOW de **Podor**

Les travaux ont démarré à 10H35 mn par un discours du 1<sup>er</sup> adjoint au Maire de Podor, M. Samba NDIAYE, qui a rappelé les différentes étapes des travaux du MCA dans le Kolongal. Il a présenté l'ordre du jour en signalant que l'objectif visé par le MCA est d'aider les élus à un partage juste et sans conflit des terres qui, dans la philosophie traditionnelle, appartiennent à tout le monde.

La parole a ensuite été passée à M. Abdoul Aziz SOW qui a commencé par une présentation du programme du MCA aussi bien à Podor que dans le Delta. Il est revenu sur les différentes étapes du processus de sécurisation foncière, depuis les enquêtes de terrains jusqu'aux ateliers participatifs en passant par les différentes Collectivités locales touchées par les aménagements. Il a enfin exposé l'ordre du jour, les différents principes et procédures juridiques guidant le processus d'affectation, leur pertinence, leurs limites ainsi que les différentes propositions du MCA.

Les travaux se sont déroulés à travers l'ordre du jour suivant :

- 1) Présentation et discussion des principes et procédures d'affectation des terres ainsi que les diverses propositions du MCA**
- 2) Autres questions**

### **I - PRESENTATION ET DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE PRINCIPES ET DE PROCEDURES D'AFFECTATION**

Le Dr. Abdoul Aziz SOW a d'abord expliqué les principes d'affectation et les procédures posés par la loi sur le domaine national et le Décret 64-573 fixant ses conditions d'application. Les diverses propositions du MCA, leurs motifs, les objectifs poursuivis ainsi que les impacts attendus ont ensuite été explicités. Les différentes propositions ont été débattues, discutées, acceptées ou rejetées point par point selon les modalités fixées dans le tableau ci-dessous :



Extrait de la Loi sur le Domaine national et de la charte du domaine irrigué Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
<b>Concernant les « Principes »</b>	
<b>Les bénéficiaires des affectations sont les membres de la CR</b>	Les actuels détenteurs de droits (définis en termes larges) dans les terres ciblées par le PIGRE, quelque soit la nature des droits (coutumière ou formelle, documentée ou non).
	Au moins 10% des parcelles aux <b>GPF</b> (réserve minimale qui n'exclut pas également les demandes individuelles des femmes)
	Les résidents des collectivités locales qui ne possèdent pas actuellement de parcelles dans la zone du projet
	Les PME- PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la collectivité locale, mais à l'intérieur de la Vallée
	Les PME-PMI, investisseurs privés dans l'agriculture qui résident hors de la Vallée
<b>Capacité de mise en valeur</b> : Insuffisance de mise en valeur (art.20 du décret 63-4.543 appliquant la loi 64-46) constatée après un délai de mise en demeure infructueux d'1 an	Des exemptions ou dispenses spéciales aux membres des groupes vulnérables par rapport aux délais et autres exigences de M en V.
	La taille et le nombre de parcelles dans chaque périmètre considéré devraient être suffisants pour satisfaire la demande des familles locales et des groupes vulnérables et leur permettre de sortir du seuil de pauvreté.
	Aucune parcelle ne devrait avoir une surface dépassant 50 ha
<b>Capacité de mise en valeur</b> (CDI - arrêté du PM) : délai de 5 ans, pour une exploitation effective de la moitié les trois premières années.	
<b>Concernant les « Procédures »</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Demande préalable d'affectation</li> <li>▪ Enregistrement au secrétariat ou auprès de l'ASCOM</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les affectations se feront par le conseil rural/municipal concerné, conformément aux lois en vigueur au Sénégal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La commission domaniale fait un rapport au président qui soumet la demande au conseil pour délibération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande sera examinée par les <b>Comités techniques d'appui à la sécurisation foncière</b> qui feront des recommandations au Conseil Rural/Municipal concerné</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La décision d'affectation est soumise au sous-préfet pour approbation.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures seront ouvertes et transparentes. Les</li> </ul>

Extrait de la Loi sur le Domaine national et de la charte du domaine irrigué Thèmes à étudier	Principes directeurs de base de l'affectation des terres Propositions d'adaptations locales / Loi
	réunions du Comité seront ouvertes au public.
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Sous forme d'extrait, la décision est transcrite dans le registre foncier et notifiée à l'affectataire, avec mentionnés dans l'acte les dates, lieu de la parcelle, la superficie et le mode de mise en valeur, ainsi que le délai de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur.</i></li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <i>Conclusion de la procédure par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation.</i></li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des audits externes indépendants seront conduits pour garantir le respect des procédures d'allocation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le processus comprendra des options de médiation des conflits. Un médiateur institutionnel sera nommé/mise en place pour recueillir et examiner les plaintes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les droits sur le foncier peuvent être retirés du fait du non paiement des redevances d'eau ou des frais de maintenance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsque qu'un certificat de mariage civil existe des titres d'affectation conjoints (matrimoniaux) pourraient être délivrés au couple, si les bénéficiaires le désirent.</li> </ul>
- <i>Pour la désaffectation, il n'existe pas de procédure spécifique, hormis les délais de mise en demeure.</i>	

## 2.1 PRINCIPES D'AFFECTATION

Des discussions sur les propositions de principes d'affectation, il est ressorti ce qui suit.

### ➤ Bénéficiaires des affectations

Le Dr. Abdoul Aziz SOW a commencé par expliquer en détail les différents principes et les règles juridiques en vigueur au Sénégal. Il a explicité les notions de priorité, groupes vulnérables, délai de mise en valeur, résidence, exemptions, CDI, etc. Les principes ont par la suite été longuement débattus. Tous ont reconnu la nécessité de privilégier les détenteurs des titres et droits fonciers, les groupes vulnérables et les résidents sans terre. Les discussions ont surtout concerné les PME, PMI et autres entreprises privées.

### ➤ Détenteurs des droits fonciers

Lors des débats les conseillers ont demandé que seuls les détenteurs soient bénéficiaires et qu'il leur soit laissé la liberté d'attribuer des terres à qui ils veulent. Mais certains ont brandi des exigences de justice sociale, de capacité de mise en valeur, etc., et, finalement, la priorité leur a été accordée.

➤ **Groupes vulnérables**

Il a été considéré que les groupes vulnérables doivent tous bénéficier d'affectations. Les différents intervenants ont estimé qu'il fallait admettre qu'à Podor, les femmes sont responsables, mais certaines d'entre elles ont reçues des terres sans les exploiter. Il faut aussi penser aux jeunes et deux intervenants ont même émis le vœu de leur accorder 10% au même titre que les femmes. Certains intervenants (dont le premier adjoint au Maire) ont estimé que les femmes sont bénéficiaires d'affectations (5 Ha depuis 5ans) qu'elles n'ont jamais exploitées. Tous sont d'avis que les femmes doivent bénéficier, au moins, des 10% et ont sollicité des mesures d'accompagnement en admettant qu'elles ne sauraient rien faire si elles ne bénéficient pas de financements et d'aides. Beaucoup ont insisté sur le dynamisme des femmes. Les exemples des quartiers de Law Demba et Sinthiou, les expériences de la GOANA, ont été cités pour montrer que les femmes font de bons résultats si elles ont les moyens. *"C'est nous qui allons aux champs, qui exploitons et qui donnons à manger aux hommes"* a martelé une représentante de GPF. Il a été retenu qu'au moins 10% leur sera accordé.

➤ **Les résidents de la Commune sans terre**

Il a été unanimement admis qu'avant de penser aux autres, il faut que les proches (donc les voisins immédiats et les résidents) soient d'abord satisfaits.

➤ **PME et PMI**

Tous les intervenants ont reconnu la nécessité de la "macro-exploitation" qui échappe aux détenteurs des droits fonciers et ont estimé que les PME, PMI comme la CSS pouvaient constituer un avantage remarquable pour la Commune surtout en matière de création d'infrastructures et d'emploi. Certains ont estimé que les PME, PMI résidentes hors de la Vallée posaient problème et qu'il fallait discuter avec elles sur les modalités de l'exploitation, les retombées et les délais pour éviter l'accaparement des terres. Les entreprises sont considérées plus fortes au plan des moyens mais aussi du savoir-faire et du matériel. L'exemple du conflit de Mbane a été cité. Certains ont estimé que seules les PME de la Vallée devraient bénéficier des affectations. Mais beaucoup ont fait allusion aux partenaires (France, Belgique notamment) de la commune et il a été retenu finalement que si un cas intéressant pour la localité se présentait, il pourrait être pris en compte.

➤ **Exemptions et dispenses spéciales**

Certains intervenants ont émis le souhait de la mise en place d'exploitation technique, que les bénéficiaires des affectations s'organisent en Associations, Groupements, etc., pour solliciter des financements et être en mesure de toujours exploiter la terre. Dans l'hypothèse où les bénéficiaires décideraient de rester seuls, un délai de 3 ans a été retenu en accord avec tous.

➤ **Taille des parcelles**

Il a été précisé que la répartition doit rigoureusement tenir compte de l'ordre des priorités. Après les explications fournies par l'adjoint au Maire sur les modalités de la répartition (il a rappelé que la situation de Podor n'est pas la même que celle des autres localités ciblées par le MCA), certains ont estimé qu'il serait très difficile de vouloir satisfaire tout le monde. Sinon, on risque de se retrouver avec des parcelles insignifiantes.

Une réorganisation des GIE doit s'opérer (le contexte ayant changé); *"les grands GIE doivent éclater"* a affirmé quelqu'un.

Il a été préconisé qu'un individu ne pourrait bénéficier de plus de deux (02) hectares. Pour les GIE, l'affectation se ferait sur la base du nombre de ses membres et de ses moyens mais aucun GIE ne pourrait dépasser trente (30) hectares.

## **2.2 – PROCEDURES D'AFFECTATION**

### **➤ Comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

Le Dr. Abdoul Aziz SOW a procédé à la lecture de l'arrêté portant création de ce Comité (sa composition, ses compétences, etc.). L'existence du CTA a été saluée.

### **➤ Ouverture des réunions du comité au public**

Cette proposition a été bien accueillie. Il n'y a pas eu de débats.

### **➤ Audit du comité technique**

Cette idée a également été bien accueillie par les différents intervenants qui ont rappelé des exigences de clarté, de transparence et de bonne gouvernance locale. Beaucoup ont cependant jugé inadapté cette proposition pour la simple raison que le Comité n'a aucune compétence en matière d'affectation. S'il y a audit, ont-ils dit, il doit être destiné au CM et non au Comité technique. D'autres ont proposé que les deux organes soient audités. D'autres ont même proposé que le terme soit changé ; qu'on parle de suivi-évaluation plutôt que d'audit. D'autres, en vertu de leur foi aux membres du Comité qui, disent-ils, sont des personnes intègres, ont rejeté l'audit. Mais il a été retenu qu'il faut des garde-fous et l'audit a finalement été accepté.

### **➤ Institution d'un médiateur**

Les intervenants ont estimé qu'il devait être instruit, avoir des connaissances sur le foncier, être indépendant et disponible. M. Mamadou HANNE, Président des enseignants coraniques a été désigné d'un commun accord.

### **➤ Paiement des redevances et frais de maintenance**

Cette proposition n'a pas suscité des commentaires. Elle a été admise.

### **➤ Titre d'affectation commune aux époux**

Des arguments techniques ont été avancés. On sait que le Code de la famille prévoit que le régime de la communauté est impossible en cas de polygamie. Mais, à cause de son caractère facultatif, cette proposition a été retenue.

## **III – AUTRES QUESTIONS ABORDEES**

Annonce des ateliers de consultation (22 Juillet) et de validation (29 Juillet)

Le Maire a salué la démarche participative et incitative du MCA dans le processus de sécurisation foncière. Il est revenu sur les futurs ateliers et a sollicité un respect des horaires par les participants aux réunions et une préparation en conséquence.

Fin des travaux à 13H30

Abdoul Aziz Sow  
Malick DIA

## Annexe : Liste des participants

**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

Dr. Abdoul Aziz Sow Date : 08 juillet 2011  
Malick DIA Lieu : Commune de Podor

**LISTE DE PRESENCE**

N°	PRENOMS ET NOMS	FONCTION	CONTACTS	Emargement
1	Dieynaba Kane	Conseillère municipale	777228632	
2	Ndeye Racky SARR	Enseignante/Conseillère municipale	775183662	
3	Oumar WONE	Délégué (P. Thiam)	772484562	
4	Boubacar NIASSE	Président Com. de Finances	775183662	
5	Mahady Ndiaye	Conseillère Municipale	77-578-16-77	Ndiaye
6	Tina Baby	Conseillère Municipale	77-100-01-05	
7	Defemalia Thiam	Conseillère Municipale	77-412-14-81	Thiam
8	Santa N'Gom	Conseillère Municipale	772073447	N'Gom
9	Woury AW	Conseillère M	776186941	
10	Khardiata Talla	Conseillère M	775429943	
11	Awa Ndiouque	Pti sec Fi	775420366	
12	Khar Sanor Wode	Conseillère M	77511-21-23	
13	Nai San	Co p F Bokkijem	77-395-66-65	

**GROUPEMENT CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE**  
PROJET MCA LTS01-S / TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE

14	Amu Ndiouque	Conseillère municipale	77110.76.19	
15	Natalla Gamadou	C. de Podor	775616522	
16	Ndiouque	Conseillère municipale	773713357	
17	Sidy Seck	RPT délégué aux Tr. Synthèse	776162142	
18	Toussaint	Conseiller Municipal	775424261	
19	RAYE Ndiouque	Président RPT Zone Podor	774599129	
20	Ndiouque Ndiaye	Conseillère Municipale	776571007	
21	Malick Hamme	Conseiller de quartier	773713340	
22	Mamoudou WONE	Conseiller Municipal	776519100	
23	Hamath Wone	Conseiller municipal	775624995	
24	Erigne Oumar	Dir. Sec. Podor. RPT Podor	77-172-72-95	
25	Amadou Ba	Conseiller municipal zone 3	775502050	
26	Abdoulaye SY	Président du RPT Zone 3	773097989	
27	Amadou Ba	Conseiller municipal	775556200	
28	Elie Ndiouque	Délégué de quartier RPT Podor	774484982	
29	Baye Ndiouque	Délégué de quartier RPT Podor	774250225	
30	Abdoulaye Wone	RPT C. de Podor	776626856	
31	Saloum	Conseiller municipal	775664094	
32	Thiam	Conseiller municipal	779484865	
33	Thiam	Conseiller municipal	776211531	
34	Thiam	Conseiller municipal	772378237	
35	Thiam	Conseiller municipal	775150710	
36	Thiam	Conseiller municipal	775418369	
37	Thiam	Conseiller municipal	773565310	
38				
39				
40				
41				

Copie conforme de la feuille de présence de la réunion à PODOR (Commune) du 08/07/2011